

YEGG

GRATUIT

REVUE FÉMINISTE

EN RÉVOLUTION !

CULTURE

*Les personnes
sexisées sont
des artistes*

DÉCRYPTAGE
OSONS PRENDRE
LA PAROLE !

focus sur

FÉMINISMES

Mercedes Haiech
L'INFINITÉ DES POSSIBLES

RÉVOLUTION !



© CÉLIAN RAMIS

MERCEDES HAIECH

En octobre dernier, Mercedes Haiech a reçu le prix Jeunes Talents L'Oréal-Unesco pour les femmes et les sciences. Originnaire de Strasbourg, elle est doctorante en 3^e année de thèse à l'Institut de Recherches Mathématiques de Rennes. À 27 ans, elle défend l'égalité dans l'apprentissage notamment : encourager les filles à faire des maths et encourager les garçons à faire des lettres. « Il faut agir dès le plus jeune âge pour susciter des vocations. Casser un peu l'image du mathématicien dans sa tour d'ivoire. Montrer aux jeunes filles qu'il y a des femmes dans les milieux scientifiques. », souligne-t-elle. Elle poursuit : « J'aime transmettre les mathématiques ! Que ce soit dans les TD dans le cadre du doctorat, lors de la Fête de la Science, les journées Filles et Maths, les RDV des jeunes mathématiciennes à l'ENS... Quand on a une passion, on aime la partager ! » Ses parents sont chercheur-e-s en biologie. Mais le déclic est survenu pour elle en 3^e, lorsqu'un professeur leur propose un challenge. Une histoire de pirates, de trésor et de partage : « J'ai cherché, j'ai essayé, j'y arrivais pas ! Sur internet, j'ai fini par avoir une solution mais je ne comprenais pas. Par contre, j'ai perçu la liberté de recherches. Dans les mathématiques, il n'y a pas de limites. » Elle hésite avec la physique mais s'oriente en classe préparatoire à Henri IV à Paris, puis à l'ENS de Rennes vers les mathématiques fondamentales qui l'enthousiasment depuis le lycée. Avec deux amies, elles travaillaient en groupe sur des problèmes et partageaient leur entrain pour cette discipline dans l'association Animaths et dans les rallyes de mathématiques. « En prépa, il n'y a pas beaucoup de filles. Entre 10 et 20% environ. Dans les élèves, comme dans les profs d'ailleurs. Dans les mathématiques fondamentales encore moins que dans les mathématiques appliquées. Mais je ne me suis jamais sentie jugée ou pas à ma place. Aujourd'hui, on tend de plus en

plus vers la parité, certains ont l'impression alors qu'on recrute plus de femmes. Mais personne n'a volé sa place. » Concrètement, elle étudie les comportements d'équations différentielles à l'aide d'outils algébriques et géométriques. Le but : classer des choses. Toutes les choses ? Absolument tout. Et même si elles n'existent pas. « Il suffit de l'inventer ! », nous répond Mercedes Haiech, animée par le feu de la passion. « Je ne peux pas passer à travers les murs. En maths, grâce à la 4^e dimension, on peut contourner le problème. Ce qui nous manque, on peut l'inventer. On peut inventer autant d'objet qu'on a d'imagination. », analyse-t-elle. La doctorante le dit : ses travaux n'ont pas d'application. C'est ainsi que fonctionnent les sciences pures. Elle a des tonnes de raisons d'aimer son activité. Déjà, en maths, il suffit d'énoncer un théorème et de le démontrer pour qu'il soit vrai. Ensuite, elle est stimulée également par l'idée de créer des ponts et des structures, étudier la manière dont les objets interagissent entre eux : « L'algèbre, c'est ça. J'aime particulièrement l'algèbre. La géométrie s'est ajoutée au fur et à mesure de mes pérégrinations. En géométrie, on peut voir l'objet mais moi en plus je travaille avec l'objet en dimension infinie. Pour comprendre l'essence de l'objet, de sa structure. On peut avoir l'illusion de contrainte car il y a un vocabulaire à maîtriser. Mais j'ai envie d'imaginer ça de la même manière qu'écrire un roman nécessite des mots de base, que l'on ajuste pour créer une histoire, avec la forme qu'on veut. » On ne maîtrise absolument rien dans les matières scientifiques mais ce qui est certain, c'est que Mercedes Haiech sait transmettre aisément son exaltation et nous convaincre, s'il en est encore utile, de la nécessité d'offrir la liberté et la possibilité à tous les enfants d'explorer des domaines et de découvrir des vocations. Si on retient une leçon de mathématiques ce jour-là, c'est bien celle de l'infinité des possibles.



AUX CONFINS DE NOS COLÈRES

Nos colères ne sont pas confinées ! La crise sanitaire a révélé les nombreuses inégalités entre femmes et hommes. Essentiels, les postes occupés par les femmes sont pourtant dévalorisés. Les confinements ont exacerbé les inégalités et augmenté les violences familiales dont les femmes et enfants sont les premières victimes. Depuis plusieurs années, les voix des personnes sexisées se font entendre et se multiplient, dévoilant l'étendue de la pluralité des féminismes, des combats à mener et de leurs convergences. Elles prennent la parole, occupent l'espace public, dénoncent les violences sexistes et sexuelles, défendent leurs droits, prônent la liberté de choisir, écrivent des livres, scandent des slogans, collent des messages dans les rues, chantent, composent, mettent en scène, signent des textes pour le théâtre, réalisent des films, prennent part aux combats sociaux et écolos, pensent le monde de demain à l'aune des féminismes et de l'égalité entre les individus. Aujourd'hui, une partie de la société cherche à s'émanciper d'un monde rétrograde, conservateur et misogyne. Elle refuse de se taire, de se plier aux ordres et de se conformer à la norme dans laquelle elle ne trouve pas de sens. Elle clame sa liberté de penser et d'agir. De choisir. L'ère est au féminisme mais le singulier ne serait-il pas réducteur et finalement reproducteur de la domination et de l'oppression qu'elle combat ? Pour construire le monde égalitaire de demain, il nous faut déconstruire nos imaginaires d'hier. Et remettre en question nos propres privilèges.

MARINE COMBE, RÉDACTRICE EN CHEF



LES PRINCESSES PÈTENT ET LES TATAS ONT DES POILS SOUS LES BRAS

Fin 2020, alors qu'on boucle notre enquête « Poils et tétos » sort l'album jeunesse *Tata a de la barbe sous les bras*, publié aux éditions Goater. On a tout juste le temps de glisser une petite ligne en fin de dossier. Alors on se saisit de cet espace d'expression pour rendre hommage au travail d'Anne-Gaëlle Morizur, à l'écriture, et Florence Dollé, aux illustrations. Un livre résolument féministe, publié aux éditions Goater, qui nous plaît beaucoup. Rien qu'au titre, on sourit déjà de plaisir, comme avec l'album *Même les princesses pètent* d'Ilan Brenman et Magali Huhe. Ici, Marius rêve d'être comme sa tata quand il sera plus grand. Parce qu'elle fait des gâteaux multicolores, qu'elle conduit un tracteur à toute berzingue et qu'elle déchire au football. Un jour, le petit garçon s'aperçoit que sa tata, elle a de la barbe sous les bras. Comme papa et comme Célestine, sa putoise. Mais pas lui. Ici, il n'est pas question d'assignation et d'injonction au masculin et au féminin. Il n'est pas question de justifier le pourquoi du comment tata a de la barbe sous les bras. Elle en a, c'est tout. Ici, on dédramatise. On ne tergiverse pas sur la virilité du poil et la féminité du corps glabre. Ça fait du bien ! Ici, il s'agit simplement d'un petit garçon qui admire sa tata et on le comprend ! Ça bouge dans la littérature jeunesse et on ne peut que s'en réjouir (et lâcher un petit prout, parce que se retenir, ça fait mal aussi au bide que le sexisme).

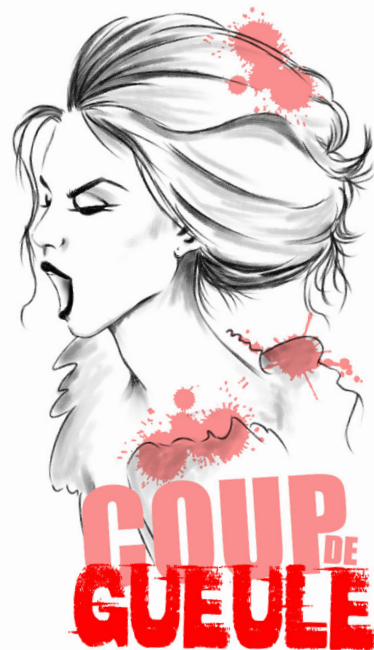
! MARINE COMBE



VOUS REPRENDREZ BIEN UN PEU DE CHLORDÉCONE, NON ?

Des terres polluées pour des centaines d'années, des centaines de nouveaux cas de cancer de la prostate chaque année et au total, 800 000 personnes contaminées. Pourquoi ? Pour éradiquer le charançon du bananier ? Tout simplement ? Ou d'autres raisons ont-elles motivé les puissants et décideurs de la chaîne économique de la banane pour utiliser le chlordécone aux Antilles françaises ? L'autrice Jessica Oublié, installée en Guadeloupe depuis février 2018, a enquêté sur l'immense scandale du chlordécone, pesticide utilisé aux Antilles en 1973 contre l'insecte ravageur des bananeraies et qui pourtant était déjà reconnu depuis 20 ans comme un produit toxique, affectant le système nerveux et les capacités de reproduction. En 1979, l'effet cancérigène est avéré mais il faudra attendre plus de 10 ans pour que la France l'interdise, permettant tout de même aux planteurs - blancs - de banane d'écouler leurs stocks jusqu'en 1993. Et maintenant ? On camoufle, on dissimule, on étouffe l'affaire, en perdant des dizaines d'années d'archives sur le sujet, on contourne le problème. Dans la BD *Tropiques Toxiques*, Jessica Oublié décrypte minutieusement ce qui compose le plus grand scandale français de ce dernier siècle, liant intérêts économiques, pollution de l'environnement et sacrifice de toute une population. Pas n'importe laquelle. Une population colonisée, exploitée et désormais empoisonnée. Autour de cette affaire d'Etat, le silence. Effroi et colère.

! MARINE COMBE



SOMMAIRE

- La tête dans les chiffres - p.2
- Révolutions ! - p.16
- Ça nous barbe... - p.6
- Label militant - p.56
- Prenons la parole - p.8
- F comme formidable - p.59
- Mauvais accueil - p.10
- Claque musicale - p.60
- Education non sexiste - p.14
- Verdict - p.64
- YEGG & the city - p.66

LA RÉDACTION | NUMÉRO 92

YEGG | 22 RUE DE BUFÉRON 35000 RENNES

MARINE COMBE | RÉDACTRICE EN CHEF, DIRECTRICE DE PUBLICATION | marine.combe@yeggmag.fr
CÉLIAN RAMIS | PHOTOGRAPHE, DIRECTEUR ARTISTIQUE | celian.ramis@yeggmag.fr

PHOTO DE UNE | CÉLIAN RAMIS
EN UNE | MORGANE GOUPIL

AFFICHE YEGG | ELLY OLDMAN

PRENDRE LA PAROLE, ÇA S'APPREND !



© CÉLIAN RAMIS

Après avoir constaté la difficulté à atteindre la parité femmes - hommes dans l'événementiel, Fanny Dufour a eu envie de creuser cette problématique et a fondé Les Nouvelles Oratrices, structure dédiée à la prise de parole des femmes en milieu professionnel.

72% des femmes interrogées pensent exprimer clairement et brièvement leurs idées, 60% osent intervenir et prendre la parole en cas de conflit et 59% n'ont pas peur d'exprimer leur désaccord. Toutefois, elles sont 71% à dire qu'elles s'auto-censurent régulièrement. Par peur de dire une bêtise. Et 80% pensent après leur intervention qu'elles auraient pu faire mieux. Ce sont les chiffres révélés par l'enquête réalisée par Les Nouvelles Oratrices, entre juillet et début septembre 2020, auprès de 702 répondantes. Elles sont étudiantes, salariées, indépendantes, cadres, dirigeantes, stagiaires ou en recherche d'emploi. 26% d'entre elles prennent la parole tous les jours, 49% plusieurs fois par mois et 24%, occasionnellement. Pour Fanny Dufour, ex-présidente de TedxRennes pendant trois ans, la prise de parole, ça se travaille, ça se pratique : « En France, on est nul-le là-dessus. Avec notre « thèse, anti-thèse, synthèse »... On n'ose pas parce qu'on n'a pas appris. Et à cela s'ajoute le fait qu'on n'interroge pas les filles et les garçons de la même manière à l'école. On donne plus de crédibilité aux voix plus graves, on ne parle que des hommes dans

les manuels scolaires, on manque de rôles modèles féminins... » L'éducation et les stéréotypes genrés pénalisent les femmes, les induisant à la discrétion. Autant dans l'espace occupé par leur corps que par leur voix. « Une prof de collège à Saint-Malo me racontait qu'après le premier confinement, les classes étaient en demi groupe et les filles intervenaient beaucoup. En septembre, de retour en classe entière, elles le faisaient beaucoup moins. », souligne la fondatrice des Nouvelles Oratrices, qui insiste sur la notion de pratique : « Plus on s'entraîne, plus on gagne en aisance. On a besoin de s'outiller et de s'armer. Il faut encourager les filles et les femmes. » Sans oublier le partage d'expériences, l'apport du savoir concernant notre histoire et la construction des stéréotypes sexistes à travers les sociétés, la gestion du stress, l'écoute des émotions et la sororité : « C'est déjà une partie de la solution. En réunion, on peut faire attention à la répartition de la parole, à la manière dont on facilite la prise de parole pour chacun-e et ainsi on peut déjà éviter le mansplaining et la monopolisation de la parole ! ».

I MARINE COMOBE

* PLANTEZ ! *

Les 10 et 11 avril, l'activisme investissait la Prévalaye à Rennes durant un week-end de mobilisation à laquelle des centaines de citoyen-ne-s avaient répondu présent-e-s. Pourquoi ? Pour défendre les terres de la Prévalaye, en tant qu'espace de préservation des écosystèmes, espace d'agriculture paysanne péri-urbaine et lieu de ressourcement pour les rennais-es. Iels ont dit non aux projets d'aménagements urbains de Rennes Métropole et notamment le projet d'extension du centre d'entraînement du Stade Rennais sur 3,5 hectares de la Prévalaye. Comment ? En manifestant, fourches à la main et en plantant des graines sur les parcelles concernées.

→ EN CHIFFRE ←

- Plus de **200 millions** de filles et de femmes, toujours en vie, ont été victimes de mutilations génitales, rappelle l'ONG Vision du monde.
- Au moins **100 femmes** ont été assassinées en 2020 par leur compagnon ou ex-compagnon, en France.

.....

→ À LIRE ←

Le Guide de secours contre le harcèlement de rue est téléchargeable sur le site des universités et des écoles (Rennes 1, Rennes 2, ENS, ENSAB, EHESP) rennaises.

* JEUNESSE *

Féministe, végétarienne et grande amatrice de podcast, 25 ans, en première année de master journalisme à Sciences Po Rennes. Voilà comment se présente Perrine Bontemps, fondatrice du podcast *Jeunesse confinée*. La saison 1 a commencé lors du premier confinement. On ne parle alors quasiment pas de la situation de la jeune génération. Perrine Bontemps constate pourtant que nombre-ses sont ceux qui comme elle doivent faire face à un inattendu venant fracasser la légèreté de cette tranche d'âge. Elle a notamment bouclé la saison 2, le 17 janvier dernier, sur les jeunes travaillant dans la culture. En écoute gratuite.

SUIVEZ-NOUS

SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

ET PARTAGEZ NOS ACTUALITÉS !

magazine_yegg

sur



Yegg Mag Rennes

sur



@Yeggmag

sur



LES VOIX DE LA COLÈRE

Action publique - Samedi 20 mars, l'association Prendre le droit a fait entendre les voix de 55 victimes de violences sexuelles qui ont témoigné d'un mauvais accueil de la part des forces de l'ordre et la justice, dans le cadre d'un dépôt de plainte ou d'une enquête judiciaire.

« Vous avez eu des menaces ? Des coups ? Non ? Alors, ce n'est pas un viol... » Un policier, lors d'un dépôt de plainte pour viol. « Ce sont des choses qui arrivent dans un couple. » Un procureur, dans le cadre d'un procès pour viol conjugal. « Si c'était aussi dur que vous le décrivez, pourquoi êtes-vous restée 3 ans ½ avec lui ? Il fallait partir. » Même situation. « L'amnésie traumatique, c'est des conneries. À 12 ans, on se souvient de ce genre de choses. » Un policier, lors d'un dépôt de plainte pour inceste. « Vous êtes sûre que vous ne l'avez pas un peu provoqué ? Un peu chauffé ? ». Un policier, lors d'un dépôt de plainte pour viol digital. « Vous

comprenez, il y a trop d'agressions sexuelles ici, faut pas s'attendre à quoi que ce soit. » Un gendarme, lors d'un dépôt de plainte pour viol. « Mais c'est quoi cette mode de porter plainte pour viol ? Depuis BalanceTonPorc, c'est devenu du n'importe quoi ! » Un policier, lors d'un dépôt de plainte pour viol.

LA DOUBLE PEINE

Ce samedi de mars, à République, 55 témoignages recueillis par l'association rennaise Prendre le droit sur les réseaux sociaux via les hashtags #PayeTaJustice, #PayeTaPlainte et #PayeTaPolice sont déclamés à plusieurs voix par les bénévoles de la struc-

ture. Ce qu'elles dénoncent : le mauvais accueil des personnes victimes de violences sexistes et sexuelles par les forces de l'ordre et la Justice.

« Il y a une vraie double peine à être victime et à chercher une protection qui n'arrive pas. Et même qui broie les femmes car on leur dit que ce n'est pas si grave. C'est ce mécanisme qu'on demande aux femmes de fournir la preuve qu'elles se sont

débatues, qu'elles n'étaient pas consentantes, etc. », nous explique Gabrielle Jarrier, militante féministe investie dans l'association depuis 2 ans.

Banalisation des faits, remise en cause des propos et de la sincérité des victimes, sexisme, découragement pour le dépôt de plainte... Les premiers contacts avec celles et ceux chargé-e-s d'enquêter et de rendre justice sont encore majoritairement probléma-

tiques, malgré les annonces du ministère de l'Intérieur qui début 2021 défendait que « 90% des femmes ayant porté plainte en 2020 pour des faits de violences conjugales étaient satisfaites de l'accueil en commissariats et gendarmeries. »

Peu convaincues par la réalité de ce pourcentage, considéré comme décalé par rapport à ce qui est constaté sur le terrain par le tissu associatif et mi-

litant, le collectif #NousToutes a lancé une enquête auprès de personnes ayant tenté de porter plainte ou ayant porté plainte pour des faits de violences conjugales, violences sexistes ou sexuelles. En 15 jours, 3 500 témoignages, venant majoritairement de femmes ainsi que de personnes non binaires, principalement majeures, ont été récoltés. Sur l'ensemble, 66% des répondantes font état d'une mauvaise prise



© CÉLIAN RAMIS

en charge par les forces de l'ordre lorsqu'elles ont voulu porter plainte pour des faits de violences sexuelles.

CULTURE DU VIOL

« C'est un problème de société. Si on a choisi de faire cet événement dans l'espace public, c'est parce que ce n'est pas un problème individuel. Il faut que les femmes s'organisent et que les hommes, socialisés en tant qu'hommes, entendent toutes ces choses. », souligne Gabrielle Jarrier. Elle pointe là la culture du viol dont toutes les sphères de la société sont imprégnées. Et les phrases entendues par les victimes de violences sexistes et sexuelles, que ce soit dans les commissariats, les gendarmeries ou les tribunaux le prouvent régulièrement.

Le mythe du prédateur est établi depuis longtemps, laissant penser que les agresseurs sont généralement racisés et tapis dans l'ombre d'une ruelle ou d'un parking, prêts à bondir sur les femmes qui rentrent seules le soir et la nuit. Pourtant, 80% des agressions sexuelles et viols sont commis par des proches, membres de l'entourage ou de la famille, des victimes. Toutefois, la parole des personnes sexisées est banalisée, mise en doute, voire en accusation quant à sa tenue et son comportement. On condamne finalement celles qui franchissent les portes des forces de l'ordre et des parquets et on retourne le processus contre elles : elles sont culpabilisées, elles sont rendues coupables. Tout du

« Je viens porter plainte pour viol. La policière me dit « C'est eux ? Pourtant, ils sont mignons... » »

moins, suspects. « Pourquoi n'avez-vous pas crié ? Pourquoi êtes-vous restée passive ? », « Allez, oubliez, ça arrive pendant les vacances de faire un faux pas. », « Comment était votre pyjama ? Parce que l'agresseur a sûrement eu des idées en vous regardant dormir ! », « Si vous n'aviez pas consommé d'alcool, il ne vous serait rien arrivé. », « On ne va pas fouiller à toutes les portes sous prétexte que vous êtes imprudente... ». Et puis, dans certains cas, on défend l'accusé : « Vous savez, c'est sérieux, il risque la prison. Sa vie ne sera plus jamais la même. Vous êtes sûre de vouloir continuer ? » ou encore « Il va se marier dans deux mois. Vous voulez lui gâcher la vie ou quoi ? Vous avez une idée du prix du traiteur ? »

PAS UN PANSEMENT !

Pour la membre de Prendre le droit – Féministes pour un monde sans viol(s), il est urgent de faire évoluer les mentalités et de former tou-te-s les agent-e-s de la chaîne policière et judiciaire, accueillant des victimes de violences sexistes et sexuelles. Elle rappelle les chiffres du ministère de l'Intérieur – là où à sa tête, Gérald Darmanin est visé par des enquêtes pour harcèlement et viol – ainsi que de

l'enquête VIRAGE, réalisée en 2014, autour des violences : 80% des plaintes pour viols et agressions sexuelles sont classées sans suite, 1% des viols aboutit à une condamnation « et souvent, les peines ne sont pas bien lourdes » et 95% des affaires de violences sexistes et sexuelles sont perpétrées par des hommes.

Sans parler de tous les crimes de viols correctionnalisés, c'est-à-dire renvoyés vers le tribunal correctionnel qui requalifie l'acte ou les actes en agression-s sexuelle-s. « On ne peut pas comprendre les viols conjugaux sans formation. Ni même les différentes réactions qui peuvent survenir lors d'une agression, l'amnésie traumatique, etc. Ça touche aussi la santé mentale des femmes, c'est une question de santé publique : comment les traumatismes mettent les femmes au banc de la société quand elles pêtent les plombs parce que la mémoire leur revient des années après sans que personne comprenne ! Souvent, on nous demande des formations. On n'est pas ultra d'accord sur le fait que ce soit encore une fois aux forces associatives de faire ça ! Ça devrait être une mission de service public. », commente Gabrielle Jarrier. A la suite de leur rencontre avec le procureur Philippe Astruc,



elle le dit clairement : « Il y a des avancées. Il veut renforcer le pré accueil car il le dit, tous les agents ne pourront pas être formés. En gros, il y a peu de moyens et des affaires, il y en a trop. Sur le pré accueil au commissariat de Rennes, on a des témoignages très différents. À la brigade des mœurs, il semble que ça s'arrange un peu. Mais ça manque toujours de bienveillance... Il faut un positionnement politique fort par rapport à tout ça. On ne veut pas des mesures pansements, on ne veut pas mieux vivre les violences : on veut les éradiquer à la racine ! Il y a beaucoup de chemin à parcourir. » Alors pour l'association, qui à

l'année accompagne de très nombreuses femmes victimes de violences dans les procédures juridiques mais aussi dans le conseil et l'orientation en vue d'une prise en charge, il est important de porter ces paroles dans l'espace public.

Pour changer l'imaginaire collectif mais aussi pour aider celles qui se sentiraient isolées après avoir subi agression-s sexuelle-s, viol-s, violences conjugales, insultes, menaces, etc. « Ça aide aussi dans la réparation de poser un discours féministe et de savoir qu'on n'est pas seules. Que ce n'est pas un coup de pas de bol, ça dépasse les cas individuels. »,

explique la militante. Informer. Autour des lois mais aussi de ce qui régit les inégalités entre les hommes et femmes et permet à la domination masculine, mais aussi au racisme, des LGBTIphobies, du validisme, etc. de perdurer. Écouter les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles. Sans remettre en cause leurs témoignages. En commençant par une parole toute simple : « Je te crois ». Prendre la parole et le droit, libérer l'écoute, des actions qui paraissent banales, et qui pourtant ont été confisquées aux personnes sexisées et racisées.

Manuela SPINELLI

CO-FONDATRICE ET SECRÉTAIRE DE PARENTS & FÉMINISTES

Dans le cadre des Mardis de l'égalité, elle et Amandine Hancewicz – présidente et co-fondatrice de Parents & Féministes – animaient ensemble une conférence à l'université Rennes 2, en octobre dernier, sur l'éducation non sexiste. Sujet qu'elles ont également développé dans le livre *Éduquer sans préjugés*, sorti le 3 février 2021.



© CÉLIAN RAMIS

Pouvez-vous situer Parents & Féministes ?

C'est une association nationale basée à Rennes, créée en juillet 2019 parce que des mères en colère se sont rencontrées. On a fait le constat qu'on était toutes en post partum et que pour toutes, pour des raisons différentes et à des niveaux différents, ça a été très compliqué. On aime dire qu'on a transformé la colère en action. On a 3 volets d'action. Celui du groupe de paroles pour femmes en post partum, qui leur permet de se rencontrer, échanger et rompre avec l'isolement qu'on a toutes vécu. Celui des ateliers de savoir. Porter à la connaissance du grand public certaines thématiques, études, recherches... Et celui du plaidoyer. Du lobbying auprès du pouvoir politique pour que les choses bougent, notamment pour que le congé paternité ait une durée égale au congé maternité. Et on travaille sur l'éducation non sexiste.

Le sexisme commence dès la naissance (et même avant). Et fait l'objet de plusieurs études...

Ces thématiques sont abordées depuis les années 70. Les études ont été vérifiées de nombreuses fois depuis. Ça démontre une certaine stabilité des stéréotypes. L'une des études concernait les pleurs des bébés. Des adultes écoutent des pleurs et attribuent déjà une tonalité différente : les voix plus graves aux garçons et les plus aiguës aux filles. Comme on a le stéréotype des garçons qui ne pleurent pas et des filles qui sont capricieuses, on tend à sur-estimer les pleurs des garçons et moins ceux des filles. Même la relation physique change. On est beaucoup plus physiques avec les garçons. Dès la naissance, on les porte plus, on les berce plus. Ça se transforme ensuite dans des activités ludiques différentes. Le langage et l'imaginaire pour les filles et le physique, comme la bagarre, pour les garçons.

Comment ça se traduit par la suite ?

Les individus réagissent tou-te-s de manière différente. Mais en règle générale, on a tendance à favoriser la motricité chez les garçons, ce qui donne un rapport différent à l'espace. À mon sens il y a un lien avec l'occupation de l'espace public. Les hommes l'occupent, ils se sentent légitimes. Dès les cours de récré. Ils jouent au foot dans toute la cour et les filles sont dans les petits angles. Il y a un lien avec la façon dont nous allons traverser l'espace, les villes. En primaire, ce qui revient toujours aussi, c'est que les filles ont un développement langagier meilleur que celui des garçons. Mais pour les filles, ça ne se traduit pas en un « avantage » social. La parole publique est encore du côté des garçons. Les filles, on dit qu'elles sont des pipelettes. Dès l'école maternelle, on leur coupe beaucoup plus la parole qu'aux garçons.

IMARINE COMBE

L'INFO FÉMINISTE, C'EST SUR YEGGMAG.FR

À lire aussi sur  **TABLETTES et MOBILES !**

LA RÉVOLUTION SERA FÉMINISTE

(OU NE SERA PAS...)



À l'occasion du 8 mars, le célèbre magazine féminin *Marie Claire* publie un numéro collector. Huit couvertures, réalisées par la photographe Charlotte Abramow - réalisatrice du clip « Balance ton quoi », d'Angèle - et huit femmes, choisies pour représenter « Les visages de l'espoir ». Avec Léïla Bekhti, Juliette Binoche, Lous and the Yakuza, Grace Ly, Annie Ernaux, Elisa Rojas, Aïssa Maïga et Odile Gautreau, nous sommes loin des 8 femmes de François Ozon. Presque 20 ans plus tard, l'histoire féministe a encore évolué. Désormais, elle s'écrit au pluriel. Il était temps. Petite histoire d'une grande révolution !

PAR MARINE COMBE
PHOTOGRAPHIES DE CELIAN RAMIS

ILLUSTRATIONS DE : MARYSE BERTHELOT
CORALIE LR
EMMA LEHALLE
BEEZART
VULPOVULPO
LAURITA

FÉMINISTES

TANT QU'IL LE FAUDRA !

Aujourd'hui, les femmes comptent. Elles comptent leurs mortes, assassinées par leur compagnon ou ex compagnon. Elles comptent leurs mortes, tuées ou poussées au suicide parce qu'elles sont trans. Elles comptent le nombre de personnes sexisées victimes de harcèlement de rue, harcèlement sexuel, harcèlement moral, d'agression-s sexuelle-s, viol-s, de violences conjugales. Elles comptent les écarts de salaire. Elles comptent la répartition sexuée des métiers et des fonctions, dans les institutions, les lieux de pouvoir et de décision, dans les lieux de représentation. Elle compte le nombre de personnes noires dans la salle lors de la cérémonie des César (mais ça, en France, on n'aime pas du tout, sauf si c'est une personne blanche ou un homme racisé - et encore - qui le fait). L'heure est à la prise en compte. De tou-te-s. Malgré les résistances, on avance.

Cette révolution, elle est colossale. Parce que oui, il s'agit bien d'une révolution. Pas de suspens. Au début de cette enquête, une interrogation : vivons-nous actuellement une révolution féministe ? Autour de nous, dans les manifestations, sur les réseaux sociaux, les mots associés au féminisme se multiplient et se croisent. Riposte, vague, révolution... Les termes claquent. Ils sont forts et puissants et ils s'embrasent ainsi alliés à la détermination des militant-e-s, toujours plus nombreux-euses dans leurs actions. Ils interpellent, également.

RIPOSTE ET VAGUES FÉMINISTES

Le 6 juillet 2020, Gérald Darmanin est nommé ministre de l'Intérieur et Eric Dupont-Moretti, ministre de la Justice. Le duo renforce l'affront : le gouvernement nie clairement et explicite-

ment les droits des femmes en nommant grand manitou de la police un homme accusé de viols et garde des sots, un antiféministe notoire. Quelques jours plus tard, des mobilisations féministes occupent l'espace public pour dénoncer l'hypocrisie du président Macron et de sa (fausse) grande cause du quinquennat. Les militantes brandissent des pancartes, prônant « la riposte féministe », expression largement reprise lors des manifestations autour du 25 novembre, journée internationale de lutte pour l'élimination des violences sexistes et sexuelles à l'encontre des personnes sexisées.

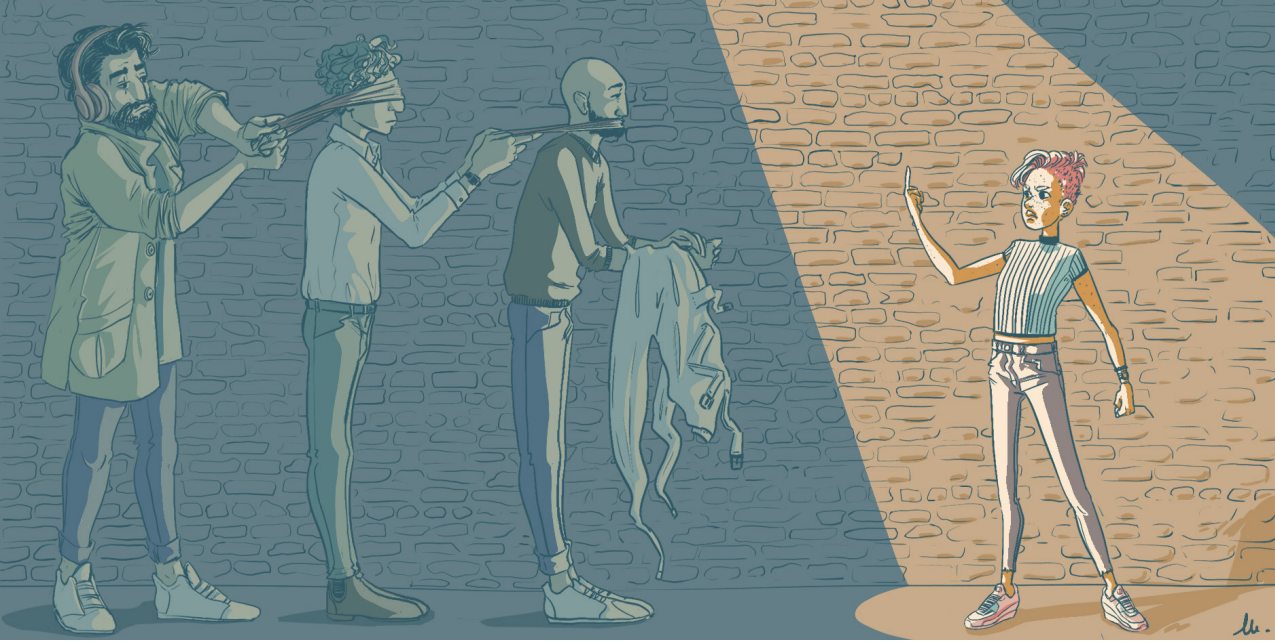
Au-delà du débat que cela génère sur la présomption d'innocence – quid de celle des victimes que l'on positionne d'office en vilaines menteuses ? – on se questionne sur le terme



© CÉLIAN RAMIS

« riposte ». La définition nous indiquant qu'il s'agit d'une action vigoureuse de défense, une réponse instantanée faite à un interlocuteur agressif, son usage dans un tel contexte nous apparaît très à propos. C'est un volet de l'histoire du féminisme. Une histoire que l'on décompose en « vagues ». Un terme qui provoque un malaise chez Mathilde Larrère, historienne, spécialisée dans les mouvements révolution-

naires du XIXe siècle. Ainsi, en introduction de son ouvrage *Rage against the machisme*, elle décortique cette notion de vague, partant du postulat que nous en sommes, dans le monde entier, à la troisième avec des mobilisations et manifestations importantes dans le monde pour le droit à l'IVG (Irlande, Argentine, Pologne...) et contre les violences sexistes et sexuelles et leur impunité, avec #NiUnaMenos, repris dans



de nombreuses langues. On fait de l'hymne des Chiliennes « Un violador en tu camino » un chant contestataire international.

« « Troisième vague », donc... La « seconde » étant celle des années 1970, et la « première », celle des Suffragettes de la fin du XIXe siècle. Mais avant ? Il n'y aurait rien ? Pas de vague ? Calme plat ? Toutes ces femmes qui ont lutté pour leurs droits avant la fin du XIXe siècle, on les oublie ? Voilà bien ce qui me gêne dans cette terminologie : l'effacement de décennies de combats et de bataillons de combattantes. », analyse-t-elle. Elle poursuit un peu plus loin : « L'autre défaut de cette image des vagues est de tendre à associer une vague à une lutte – le droit de vote pour la première, l'IVG pour la seconde, et la bataille du corps et de l'intime pour la troisième. Une lecture qui, déjà, ne laisse pas de place aux combats féministes pour le travail, pour le droit au travail, pour les droits des travailleuses ; lesquels s'inscrivent pleinement sur la longue durée et suivant un calendrier qui leur est propre. Donc une lecture qui évacue le prisme de la classe et de la lutte des classes, pourtant menée aussi au féminin, et parfois même contre le mouvement ouvrier. Les ouvrières ne sont pas les seules invisibilisées par cette lecture : les femmes racisées, les homosexuelles, peinent aussi à trouver place dans le roman national féministe. Qui plus est, à trop associer une vague à une lutte, on

en oublierait que tout au long de l'histoire des luttes des femmes, presque toutes les revendications ont été portées ensemble. (...) Les luttes se croisent, se répondent et tendent donc la main dans le temps. Finalement, la discontinuité des luttes féministes est plus à chercher dans l'écoute sélective des revendications des femmes, et la mémoire plus sélective encore qu'on en a, que dans le contenu de leurs revendications. »

UNE RÉVOLUTION LENTE ET PROGRESSIVE

Si on schématise rapidement, il y a des moments de fortes mobilisations donnant lieu à des avancées, toujours accompagnées de leur retour de bâton, le fameux backlash dont parle Susan Faludi dans son livre éponyme paru au début des années 90, et des moments de creux, durant lesquels on pense le féminisme en sommeil. C'est alors penser que les personnes opprimées peuvent s'octroyer le loisir de stopper leurs luttes pour leurs droits et leur dignité. Néanmoins, il y a bel et bien des périodes plus fédératrices que d'autres. Ainsi, Mathilde Larrère explique : « Les vagues ne correspondent finalement pas à des moments où des femmes prennent la parole (ce qu'elles tentent toujours de faire) mais plutôt aux rares moments où l'on daigne les écouter, les entendre – pour assez vite tenter de les faire taire et les renvoyer aux fourneaux. Les femmes profitent souvent des

séquences révolutionnaires qui, généralement, permettent à d'autres voix que celles des dominants de s'exprimer. C'est vrai tout au long du XIXe siècle mais aussi après 1968. »

De là naît notre interrogation initiale : qu'est-ce qui caractérise précisément ce mouvement global de luttes ? La révolution ? Pas celle de 1789, non, même si l'historienne la place en point de départ des luttes des femmes, qu'elle différencie des luttes de femmes qui avaient déjà lieu en amont : « Parce que la Révolution accouche de la citoyenneté, de l'espace public, des libertés publiques, parce que des femmes commencent en tant que femmes, entre femmes, un processus d'organisation, d'association dans leur lutte, et, ce faisant, deviennent un mouvement. » Une révolution féministe de longue haleine a bel et bien lieu. Avec des hauts et des bas. Avec des victoires et des échecs. Une révolution qui comme le disait la poétesse afro-féministe Pat

Parker en 1980 n'est « ni propre, ni jolie, ni rapide ». Lors d'une conférence à Oakland, elle déclarait : « Je suis féministe révolutionnaire parce que je veux être libre. Et il est absolument crucial que, vous qui êtes ici présentes, vous vous impliquiez dans la révolution en partant du principe que c'est pour vous que vous faites la révolution. » Cette révolution, elle est culturelle, nous précise Mathilde Larrère, dans le sens où les féminismes influent sur les changements profonds des mentalités.

Dans nos imaginaires et dans les dictionnaires, l'association révolution et violences opère instantanément. La spécialiste nous indique que c'est là une idée reçue : « Elle est construite par le discours anti-révolutionnaire justement. La violence n'est pas systématique. Si on prend la révolution des Cèllets, ce n'est pas violent. Dans une révolution, il y a renversement d'un ordre établi. Dans les luttes féministes, il s'agit par

DEFERLANTE MEDIATIQUE

Post MeToo, on constate la recrudescence d'articles abordant les différentes thématiques féministes dans la presse généraliste. On ne peut que s'en réjouir a priori. Sauf quand en les lisant, on remarque très rapidement qu'ils sont une caution. Parce que le féminisme est pensé comme un phénomène de mode pour certains dirigeants de presse, on regrette le traitement peu réfléchi de certains papiers. Si on est convaincu-e-s de l'importance de l'infusion des luttes féministes dans le milieu journalistique et médiatique, on se ravisait davantage de l'arrivée d'un nouveau média spécialisé dans les féminismes et le genre. Son nom : *La déferlante*. Son sous-titre : la revue des révolutions féministes. Un trimestriel d'un beau volume – près de 200 pages – au graphisme soigné croisant de nombreux sujets sous la bannière d'une thématique – « Naitre » pour le premier numéro – analysée par des journalistes, des chercheur-euses, des auteur-ices, des artistes

ou encore des activistes. Interview croisée de la réalisatrice Céline Sciamma et de l'autrice Annie Ernaux, reportage sur le collectif féministe chilien Las Tesis, portrait de l'éco-féministe Françoise d'Eaubonne, chronique sur les dispositifs fiscaux régissant l'économie conjugale, bande dessinée sur les militantes anti-nucléaires à Plogoff, entretien avec la réalisatrice Amandine Gay enfant noire née sous X et adoptée par des parents blancs, récit d'une transition de genre par la directrice artistique Adèle Orain, portfolio sur une jeunesse d'Ile-en-France post confinement réalisé par la photographe Nancy Wangué Moussissa et bien d'autres articles... le magazine nous plonge dans des univers et des horizons différents, rassemblés par la perspective des luttes féministes plurielles convergeant vers une nécessité de donner, de visibiliser et d'inclure des paroles, des points de vue et des expertises varié-e-s.

exemple non pas de renverser l'ordre des sexes mais de l'équilibrer. La violence qui peut survenir émane de l'ordre qui se défend. Si l'ordre se laisse renverser, il n'y a pas de violence. Il faut faire attention : on pense violences et révolution comme un couple alors qu'on n'associe pas colonisation et violences... » Parfois galvaudé, parfois remis en cause, parfois admis parce que tombé dans le langage commun, il y a des indicateurs auxquels se fier pour pouvoir qualifier un mouvement de révolutionnaire. La masse en est un, l'impression de soulèvement « parce qu'on ne fait pas une révolution à 10. » La fusion est essentielle également : « Des groupes qui ne sont pas forcément d'accord en général s'allient pour renverser l'ordre. Ça on le retrouve dans les féminismes, le côté polyvoque, à plusieurs voix. Tout comme la nécessité d'une masse interclassiste : dans une révolution, il n'y a jamais que les bourgeois-es ou que les prolétaires... C'est le cas aussi des révolutions féministes. » Et puis l'objectif de renverser un ordre, en l'occurrence ici l'ordre patriarcal afin d'équilibrer les rapports entre les femmes et les hommes.

AFFRONTER L'ORDRE PATRIARCAL

C'est un ordre terriblement enraciné. Dans toutes les sphères de la société. Des siècles de domination masculine ont entravé les droits des femmes. Les combats pour rétablir l'équilibre sont nombreux. Ils sont même gigantesques et exigent une volonté et une détermination solides, minutieuses, de tous les instants. Fatigant. Être sur tous les fronts. Impossible. Les luttes des femmes s'inscrivent dans une (r) évolution progressive et se heurtent à la fois à l'obscurantisme religieux, à la force du capitalisme – qui aime à faire penser qu'il œuvre pour le confort et l'émancipation des femmes – ainsi qu'aux sceptiques, aux privilégié-e-s qui résistent et aux faux semblants d'un monde qui grâce à son siècle des Lumières, aux progrès scientifiques et à l'industrialisation des territoires se réclame moderne et revendique fièrement « Liberté, Égalité, Fraternité ». Voilà, Fraternité. Droits de l'Homme. Patrimoine. Vous l'entendez, là, l'invisibilisation des femmes ? Vous la sentez venir l'uniformisation du langage vers un neutre parfaitement inexistant dans la langue (binaire) française ? On connaît bien la chanson : ces

termes englobent autant le masculin que le féminin mais on ajoute une nuance pas du tout anodine : le masculin l'emporte sur le féminin. C'est ce qu'on nous a appris à l'école. Tout comme le fait que ce sont les hommes qui ont marqué l'Histoire. Des hommes, blancs, cisgenres, hétérosexuels, bien placés dans l'échelle sociale. Ainsi, la norme est instaurée. Si vous en êtes exclu-e-s, sortez les rames, vous allez galérer à trouver votre place dans la société !

Engagée en faveur des droits civils et politiques des femmes et l'abolition de l'esclavage, Olympe de Gouges s'offusque de ce processus en 1791 et rédige la désormais célèbre *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*. Elle s'indigne que les femmes aient été écartées de la rédaction de la Constitution et appelle celles-ci à s'unir et faire corps avec la société. Ainsi, elle pointe l'isolement de la gent féminine et cela rejoint le propos de Mathilde Larrère : à la suite de la Révolution, les femmes constatant qu'elles ne sont ni écoutées, ni entendues, ni prises en compte, vont s'organiser en non mixité. La bande dessinée *Histoire(s) de femmes – 150 ans de lutte pour leur liberté et leurs droits*, réalisée par Marta Breen et Jenny Jordahl, prend comme point de départ - sur un plan international - le congrès antiesclavagiste qui a lieu en Angleterre en 1840. Dans la délégation américaine, des femmes sont présentes, embarrassant fortement les hommes qui les autorisent, grands seigneurs, à assister au rassemblement. Cachées derrière un rideau... Scandalisées par cette injustice, plusieurs femmes rédigent elles aussi une déclaration sur l'égalité des sexes sur le modèle de la déclaration d'indépendance américaine, qui fut présentée à la convention abolitionniste de Seneca Falls, état de New York, en 1848. « *Ce rassemblement est considéré comme l'acte fondateur du mouvement féministe* », nous indique la BD qui enchaine la page suivante sur la lutte des femmes contre l'esclavage.

FAIRE CORPS AVEC (UNE PARTIE DE) LA SOCIÉTÉ

Elles y ont participé, notamment avec Harriet Tubman, qui s'est libérée de sa condition d'esclave et a aidé de nombreux-euses autres à



s'enfuir. À la fin de la guerre civile en 1865, les noirs obtiennent le droit de vote. Les femmes, non. Harriet Tubman prend part à la première association américaine pour le droit de vote des femmes, l'ancienne esclave Sojourner Truth prononce un discours dans lequel elle pointe les inégalités entre les droits des hommes et les femmes de couleur, et pourtant ce que l'on retient et que l'on montre de cette période historique outre-Atlantique mais aussi européenne, notamment en Angleterre avec le mouvement des Suffragettes, est entièrement blanche.

Si antiesclavagisme et antisexisme se sont côtoyés dans cette moitié du XIXe siècle, distinction est ensuite faite entre les femmes non blanches, laissées sur le bas côté, et les femmes blanches. Ces dernières accèdent à l'éducation, réduite certes et principalement destinée à les préparer aux assignations de genre et aux métiers manuels précaires, à la pénibilité incontestablement néfaste. Elles militent pour l'obtention de droits sociaux et l'accès à la citoyenneté, et cela passe par le droit de s'exprimer et donc par le droit de voter. Faiblement écoutées, voire inconsidérées dans leur demande, elles passent à l'action, se forment pour certaines à l'auto-défense, comme le montre notamment la BD *Jujitsufragettes* de Clément Xavier et Lisa Lugrin, et prennent les armes. Explosions, incendies, manifestations, grève de la faim... les militantes finiront, non sans polémique, par

se faire entendre et obtenir gain de cause. Victoire marquante. Les dates diffèrent d'un pays à l'autre : en France, c'est 1944. Pour autant, elles sont loin d'être libres puisqu'elles sont encore sous la tutelle des pères, des maris ou des frères. Mais les travailleuses, et notamment les ouvrières, prennent petit à petit part au mouvement et œuvrent pour des revalorisations salariales et des conditions décentes de travail. En Bretagne, l'histoire régionale est marquée par les mouvements des Penn Sardin, par exemple. Elles ne seront pas les seules.

CHOISIR OU SUBIR ?

Elles ont fourni l'effort de guerre, démontré leurs capacités à gérer de front travail et gestion du foyer, maintenant elles veulent choisir. Dans la deuxième partie du XXe siècle, c'est la sexualité et la maternité qui sont visées. « *Un enfant, si je veux, quand je veux !* » Le slogan retentit dans les années 70. Les femmes veulent maîtriser leur contraception. Depuis 1920, la publicité anticonceptionnelle est interdite, tout comme il est interdit aux médecins de divulguer des informations à ce sujet à l'égard de leurs patientes. En 1942, le gouvernement de Pétain, définit l'avortement comme un crime à l'encontre de l'Etat. Il est passible de la peine de mort. Ce n'est qu'en 1967 que la loi Neuwirth sur la contraception est adoptée mais il faudra attendre encore 5 ans avant qu'elle ne soit remboursée par la Sécurité sociale, ce qui obligatoirement crée

des inégalités entre les femmes. Tout comme la loi Veil de 1975 autorisant l'IVG d'abord pour 5 ans, puis reconduite définitivement en 1979 – et depuis elle est constamment menacée. Il faudra attendre la loi Roudy de 1988 pour que l'avortement soit remboursé par la Sécurité sociale.

Ce sont là des droits conquis, des droits arrachés. Par des longues luttes acharnées. À la sueur du front. De très nombreuses femmes sont mortes à la suite d'avortements clandestins, d'autres sont mortes condamnées parce qu'elles

avaient aidé des consœurs à interrompre leur grossesse, à l'instar de Marie-Louise Giraud, faiseuse d'anges dénoncée par son mari et guillotinée en 1943, incarnée par Isabelle Huppert dans le film *Une affaire de femmes*, de Claude Chabrol. Depuis les militantes ne cessent de défendre ce droit, particulièrement menacé aujourd'hui encore et terriblement inégal selon les pays qui décident des conditions dans lesquelles une femme peut y accéder (danger pour la santé ou la vie de la mère, grossesse après un viol, nombre de semaines légales d'amé-



© CÉLIAN RAMIS

norrhées...). Sans parler de la double clause de conscience, spécifiquement inscrite dans la loi d'une part et celle accordée aux médecins d'autre part. Intrinsèque à ce droit, c'est la liberté du corps que les féministes défendent. Le droit de disposer de leur corps comme elles le souhaitent. Le droit de choisir. L'histoire des luttes des femmes ne s'arrête pas là, évidemment. En parallèle, les combats pour l'émancipation se poursuivent. Pouvoir travailler sans autorisation du mari, posséder un chéquier sans autorisation du mari, obtenir à travail égal un salaire égal... L'autonomie est le maître mot de cet énorme coup de pied dans la fourmilière. Le capitalisme l'entend et se fait un plaisir de répondre aux besoins des femmes en leur concevant des appareils électroménagers sur mesure, taillés pour leur confort. Merci Moulinex ! Le leurre est de courte durée mais participe à faire accepter la double journée des femmes, désormais présentées comme des Super Femmes, capables d'entreprendre travail, courses, ménage, éducation des enfants, repas, tout ça en n'oubliant pas de répondre aux injonctions à la beauté parce qu'avec tout ça, il ne s'agirait pas de « se laisser aller »... Parce que oui, la femme parfaite et unique, est mince, hétéro, cisgenre, blanche, mère accomplie, épouse comblée, travailleuse épanouie et amie fidèle. Ça y est, l'égalité est là, elle est acquise. Celles qui poursuivent le combat sont des hystériques, rabat joie, sûrement lesbiennes parce que mal baisées. Waw, pause. Interruption des programmes. La réalité proposée est un écran de fumée. Nocive. Réductrice et oppressante.

UN RÉCIT PARTIEL

A force d'être bercé-e-s à l'ambiance Disney et aux rayons bleus pour les garçons et roses pour les filles, on se serait laissé-e-s berner ? Pas tout le monde. Pas tout le temps. Il existe des périodes durant lesquelles les causes féministes mobilisent moins, voire beaucoup moins. Le terme est carrément diabolisé, rejeté. Cependant, il y a toujours des militantes pour rompre l'ordre patriarcal. Pour dénoncer les travers capitalistes, sexistes et racistes. Pourtant, des années 70, on ne retient qu'un récit partiel. L'avortement est illégal et on se bat pour le rendre légal. En métropole. Parce qu'au même

moment, à La Réunion, des milliers d'avortements et de stérilisations sont pratiqué-e-s par des médecins blancs sans le consentement des femmes, stigmatisées en raison de leur couleur de peau comme l'analyse Françoise Vergès dans *Le ventre des femmes – Capitalisme, racialisation, féminisme*. Et puis, on a oublié les réflexions sur l'hétéronormativité. Dans les années 60-70, l'identité lesbienne devient une identité collective, portée politiquement, signale Mathilde Larrère dans *Rage against the machisme* : « On leur doit alors une grande partie de la production théorique et pratique. Les lesbiennes ne s'en sont pas moins retrouvées marginalisées, à l'intérieur du mouvement LGBT, qui reproduisait la domination masculine des gays, et à l'intérieur du mouvement féministe, les obligeant à construire des espaces d'autonomie entre les deux. C'est ainsi que naît, en avril 1971, le mouvement des Gouines rouges autour, notamment, de Marie-Jo Bonnet, Christine Delphy et Monique Wittig. Ce sont elles qui ont permis de comprendre à quel point la domination masculine repose sur l'hétérosexualité obligatoire et sur les contraintes qui pèsent sur le corps et la sexualité des femmes. » On a aussi sans doute oublié que le célèbre procès survenu dans les années 70 à l'issue duquel le viol deviendra enfin un crime, on le doit à la lutte acharnée d'Anne Tonglet et Araceli Castellano pour que les viols qu'elles ont subi près de Marseille ne soient pas correctionnalisés mais bel et bien jugés devant une cour d'assise. Le couple lesbien sera défendu par l'avocate féministe franco-tunisienne Gisèle Halimi.

Les chemins semblent séparés, divisés. Impossibles à réconcilier ? Rien n'est moins sûr. Le renouveau déboule et accrochez-vous, ça va souffler fort. Le mouvement ne ronronne pas, il hurle ! S'il y a parfois incompréhension entre les générations, ce sont bel et bien les combats de nos aînées que l'on poursuit. Malgré les dissensions et les tentatives pour éteindre le feu, le flambeau est passé. Le féminisme est appelé à se renouveler et à ne plus s'écrire et se retener au singulier. Cette histoire est plurielle, tout autant que les militantes sont plurielles. Les femmes ne sont pas une masse homogène. Et ça, il va falloir en tenir compte. Parce que des



#SciencesPorcs
 #JaiPasDitOui
 #MusicToo
 #NousToutes
 #PayeLaJustice
 #MeToo
 #PmaPourToutes
 #TransIsBeautiful
 #OnSeLeveEtOnSeCasse

femmes aiment des femmes, parce que des femmes naissent assignées hommes, parce que des personnes ne se reconnaissent pas dans la binarité du genre, parce que des femmes sont handicapées, parce que des femmes sont non

blanches, parce que des femmes sont mutilées à la naissance pour être définies comme femmes, parce que des femmes vivent des oppressions multiples, parce que des femmes sont voilées, parce que des femmes ne veulent pas d'en-

fant, etc. Refuser les injonctions. Accepter les paradoxes. Écouter les personnes concernées. S'affranchir des normes. Sortir de la domination. Penser d'autres rapports sociaux. S'appropriier son corps. Le revendiquer. Voilà les enjeux des féminismes actuels. Un idéal aujourd'hui accessible pour demain parce que les luttes d'hier ont eu lieu. Mais bien souvent, on les oublie, en partie. Et l'histoire des luttes féministes n'est pas enseignée à l'école. Ne ferait-elle pas partie de l'Histoire ?

S'il y a des féminismes, c'est parce que comme le dit Priscilla Zamord, « *il n'y a pas un féminisme qui prend en compte toutes les formes d'oppression.* » Vice-présidente en charge des Solidarités, de l'Égalité et de la Politique de la ville au sein de Rennes Métropole et conseillère municipale à la ville de Rennes, elle figurait dans le binôme tête de liste des écologistes lors de la campagne électorale en 2020. Engagée dans l'économie sociale et solidaire, elle a notamment co-fondé l'association d'insertion par la culture La Distillerie, à Fort-de-France en Martinique, et la ressourcerie La Belle Déchette à Rennes. Priscilla Zamord se présente comme bretonne d'outre mer, militante écologiste, anticapitaliste, antiraciste et féministe. « *C'est important de pouvoir se situer. Ces engagements, nourris par mon expérience personnelle et les vécus des femmes, je les rassemble sous la grande bannière de l'écologie politique. J'ai vécu des discriminations en tant que femme métisse perçue comme noire qui se revendique queer. C'est une identité hybride et je n'ai pas envie de choisir mon identité selon le jour de la semaine, ni ma lettre LGBTI...* », explique-t-elle.

Ses propos rejoignent ceux d'Aurélia Décorde Gonzalez, fondatrice et directrice de déCONSTRUIRE, association rennaise d'éducation populaire travaillant sur l'articulation des rapports de domination raciste et sexiste. Elle ne peut pas choisir le lundi d'être noire, le mardi d'être femme, le mercredi directrice, etc. Elle est un tout et ne peut scinder son identité en fragments. L'absence d'imbrication des luttes, et plus particulièrement l'absence de prise en compte des oppressions au croisement des questions raciales et du genre, c'est ce qu'elle

a non seulement ressenti mais surtout constaté en s'investissant dans des associations féministes puis des associations antiracistes. Ainsi, poursuit Priscilla Zamord : « *Il est nécessaire de déconstruire ces oppressions qui sont liées. Tout est lié !* »

TOUT EST LIÉ

Si des mobilisations et événements militant-e-s ont lieu toute l'année, il y a tout de même deux dates qui s'inscrivent depuis longtemps dans le calendrier : le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, et le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. La première provient des luttes ouvrières et suffragistes. Dans ce contexte, Clara Zetkin propose la création d'une journée internationale des femmes, en 1910 lors de la conférence des femmes socialistes. En 1917, la grève des ouvrières de Saint-Petersbourg ancre le 8 mars comme la date traditionnelle reconnue officiellement par l'ONU en 1977 et instaurée en France en 1982. La seconde provient de l'assassinat - commandité par le dictateur Rafael Trujillo - des militantes politiques dominicaines Patria, Minerva et Maria Teresa Mirabal, le 25 novembre 1960. Ainsi, la République Dominicaine propose en leur honneur une journée de lutte contre les violences faites aux femmes. En décembre 1999, l'assemblée générale de l'ONU reconnaît officiellement cette date comme la Journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes.

Elles sont emblématiques ces dates et marquent désormais les nombreuses luttes contre les violences sexistes et sexuelles à l'égard des personnes sexisées. Une évolution qui prône l'inclusion des personnes trans, intersexes et non binaires dans le combat global. En quelques décennies, les manifestations organisées par les associations et structures militantes ont vu les rangs se grossir. Drastiquement même ces dernières années. C'est l'ère des mouvements #MeToo avec en France, la naissance du collectif Nous Toutes et l'appel à la politisation et l'inclusion - lors de la marche du 24 novembre 2018 - de plusieurs autres regroupés sous l'intitulé Nous Aussi, soulignant le caractère collectif de l'oppression patriarcale.

L'IMPACT DE METOO

#MeToo, c'est une explosion. Une déferlante. Les réseaux sociaux éclatent magistralement les murs invisibles qui empêchent les femmes du monde entier de démontrer que certains de leurs vécus sont communs. Là où avant, on pouvait se réfugier derrière une parole isolée et la stigmatiser, on est désormais obligé-e-s de reconnaître l'existence d'une problématique globale. 2017 marque un tournant vertigineux dans la grande histoire des féminismes. A moins qu'on ait encore négligé une partie de cette histoire... ? Il suffit de taper « mouvement metoo » sur un moteur de recherche pour découvrir qu'il a été lancé 10 ans auparavant. Par Tarana Burke. Travailleuse sociale afro-américaine, elle se définit comme survivante d'une agression sexuelle et crée en 2007 le « Me Too Movement » en soutien aux victimes d'agressions sexuelles dans les quartiers défavorisés. L'actrice Alyssa Milano, le 15 octobre 2017, soit quelques jours après les révélations édifiantes visant le producteur Harvey Weinstein – condamné en mars 2020 à 23 ans de réclusion pour viols et agressions sexuelles – écrit sur Twitter : « *Si vous avez été harcelé-e-s ou agressé-e-s sexuellement, écrivez « me too » en réponse à ce tweet.* » Un cataclysme planétaire s'en suit, inondant les réseaux sociaux et l'actualité médiatique. Des millions de messages, en moins de 24h, témoignent du caractère systémique et généré des violences sexuelles. Le lendemain, Alyssa Milano tweete à nouveau : elle vient de découvrir un précédent mouvement #MeToo et partage alors le combat de Tarana Burke. Pourtant, on retiendra que c'est l'actrice qui en est à l'initiative. Nouvelle invisibilisation des femmes racisées.

Le mouvement poursuit sa route et essuie de nombreuses polémiques. En France, le lancement du #BalanceTonPorc par la journaliste Sandra Muller crée un débat virulent et touche un enjeu central : on tolère que les femmes témoignent des faits subis mais on s'insurge si elles dénoncent publiquement et nommément leurs agresseurs. Rage et panique se lisent dans les discours de ceux qui argumentent « *que cela nuirait à la vie de ceux qui sont visés* » par des accusations systématiquement

prônées comme mensongères. Servant simplement à assouvir une vengeance personnelle. Un discours que l'on retrouve du côté des forces de l'ordre quand une personne sexisée tente de porter plainte. Si le hashtag MeToo est davantage usité, car beaucoup plus politiquement correct et sans lien avec les animaux et donc une quelconque volonté spéciste (oui, critique est faite aussi sur cet aspect), les militantes font front. Elles ne lâcheront pas, elles ne lâcheront rien. On brandit la présomption d'innocence à chaque fois qu'un homme – de pouvoir – est visé ? Elles brandissent la présomption de sincérité des victimes. Elles hurlent leurs colères et combattent d'une main le mythe de la virilité et de l'autre le mythe du prédateur. La masculinité toxique et hégémonique doit être déconstruite en parallèle des réflexions sur la féminité unique, instituées par le patriarcat et le capitalisme. Rien de vraiment nouveau dans les rangs militants. C'est du côté de l'opinion publique que les choses commencent à bouger. Doucement. Très doucement. Et pourtant, il s'agit là de la grande cause du quinquennat ! Emmanuel Macron s'engage pour l'égalité entre les femmes et les hommes. De la réduction du ministère des Droits des Femmes, transformé en secrétariat d'État, à la nomination de Gérard Darnaudin comme ministre de l'Intérieur, alors qu'il est accusé et visé par une enquête judiciaire pour viols et harcèlement sexuel, en passant par la volonté de mettre en concurrence le 3919, service dédié à l'aide et l'écoute des victimes de violences sexistes, il ne cesse de prouver ses engagements en la matière...

DÉCONSTRUCTION DES MYTHES ET DU LANGAGE

Heureusement, des actions concrètes sont mises en place et elles sont nombreuses sur le territoire. Fruits d'une course de fond entamée avant le coup d'accélérateur MeToo. Harcèlement de rue, extension de la PMA pour tou-te-s, taxe rose, question de la parité (et du sexisme) en politique, lutte contre les violences... À chaque fois, les militantes procèdent à un travail de pédagogie, souvent fixé à tort par la population comme une injonction, tentant d'expliquer les causes profondes de ces conséquences. Soit une société patriarcale dans laquelle on



grandit tou-te-s en s'imprégnant des stéréotypes et assignations de genre, produits de constructions sociales qui perdurent au fil des générations. On essentialise le féminin et le masculin. Le premier se rapportant à tout ce qui attire aux soins, à la douceur et la maternité. Le second à tout ce qui est en lien avec la force, le courage, la réflexion, la stratégie... Bref tout le reste, en somme, excepté le domaine du sensible. En parallèle, travail est fait sur le langage comme vecteur des inégalités : il y a certes la question de la neutralité, et par là même de l'invisibilisation de toutes les personnes qui se genrent au féminin, mais aussi des images véhiculées quand la presse parle de « drames

passionnels » ou de « femmes battues ». Ces images, on les intègre. On réduit les assassinats de centaines de femmes par an en France à une dispute qui aurait mal tourné. On réduit les milliers de femmes par an qui subissent coups et blessures certes mais aussi insultes, crachats, pressions économiques, affectives, intimidations, menaces, agressions sexuelles et/ou viols de la part de leur partenaire. On répand l'idée que l'espace public, principalement de nuit, est dangereux pour les femmes qui ne devraient pas rentrer seules chez elles car là, tapis dans l'ombre d'une ruelle mal éclairée ou d'un parking délabré, attend un prédateur. Alors que dans plus de 80% d'agressions sexuelles

et viols, les victimes connaissent leur agresseur. On exclut les personnes trans du sujet du cycle utérin lorsqu'on le relie uniquement aux femmes et non aux personnes sexisées. Les militantes œuvrent donc pour l'emploi de termes précis : menstruations ou règles, protections périodiques plutôt qu'hygiéniques, vulve, vagin, clitoris, féminicides, violences conjugales, harcèlement sexuel, agressions sexuelles, viols plutôt que rapports non désirés, consentement. Dans les manifestations féministes, on remplace petit à petit certains passages de « L'hymne des femmes » des années 70 - « *Nous sommes le continent noir* » et « *Levons-nous femmes esclaves* » - jusqu'à ne plus le chanter du tout. À la place, on préférera entonner en chœur « *Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes et radicales et en colère !* » et danser sur « *Un violador en tu camino* » du collectif féministe chilien Las Tesis.

On nomme les actes et on nomme les agresseurs présumés ou reconnus coupables. Gérald Darmanin, Luc Besson, Roman Polanski, Gérard Depardieu, Patrick Poivre d'Arvor, Alain Duhamel, Georges Tron, Richard Berry, François Asselineau, Denis Baupin, Dominique Strauss-Kahn, Dominique Boutonnat, Christophe Ruggia, David Hamilton, Gabriel Matzneff et bien d'autres sont visés par des accusations de harcèlement sexuel, d'agressions sexuelles, de viols, d'abus de pouvoir et d'autorité, sur des enfants et/ou sur des adultes. Ils ont en commun d'être des hommes blancs, de pouvoir, bénéficiant majoritairement d'une impunité totale. On est là bien loin de l'image stéréotypée du prédateur qui dans le mythe décrit l'agresseur type comme étant racisé, pauvre, migrant, peu éduqué, à la dérive, livré à ses pulsions bestiales... Au gratin, en revanche, on trouvera des excuses et on retournera la culpabilité directement sur la victime. On pourra toujours prétendre à la vénalité de la femme vengeresse ou inventer des formules toutes faites, comme (au hasard) : « *Séparer l'homme de l'artiste* ». Une bien belle phrase qui nous fait perdre du temps de cerveau pendant que ces Messieurs profitent de leur liberté... Petit à petit, le mur s'effrite et on déconstruit progressivement les profils type des agresseurs mais aussi des victimes. La mauvaise victime,

celle qui avait peut-être bu ou pris de la drogue, celle qui était en mini jupe, celle qui a dragué le mec, a accepté d'aller chez lui puis a dit non, celle qui ne se souvient plus précisément des faits, celle qui poursuit sa vie sans traumatisme apparent, celle qui ne s'est pas débattue face à l'agresseur, celle qui vient porter plainte dix ans plus tard, celle qui ne pleure pas durant sa déposition. La bonne victime, celle qui a subi un viol dans le parking ou la ruelle sombres, a identifié son agresseur, établi malgré les pleurs en continu une plainte aux forces de l'ordre qui n'ont qu'à cueillir le pauvre mec qui avec un peu de chance est déjà fiché, celle qui ensuite n'arrivera plus à trouver goût à la vie. Celle qui est blanche, celle qui est cisgenre, celle qui est hétérosexuelle. Celle qui est valide. Alors que selon Mémoire Traumatique et Victimologie, les enfants en situation de handicap ont près de 3 fois plus de risques d'être victimes de violences sexuelles que les enfants dans leur ensemble et que selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne, 35% des femmes handicapées subissent des violences physiques ou sexuelles de la part de leur partenaire, contre 19% des femmes dites valides.

LES HANDIFÉMINISTES DÉBOULONNENT LE VALIDISME

Pourtant, lors de la première marche organisée par Nous Toutes, Céline Extenso scrute les images de la manifestation : la question du handicap et du genre échappe aux revendications. Nous sommes en 2019, l'actrice Adèle Haenel brise le tabou des violences sexistes et sexuelles dans le milieu du cinéma. Elle témoigne de son vécu dans *Médiapart* et accuse le réalisateur Christophe Ruggia d'attouchements et de harcèlement sexuel. Elle était alors âgée de 12 à 15 ans. Elle fait état de la honte qu'elle a ressentie, puis de la colère qui s'est installée, jusqu'à ce qu'elle rompe le silence comme un acte viscéral. Si #MeToo peinait au démarrage en France, Adèle Haenel vient de l'ancrer dans l'hexagone et d'ouvrir la voie, grâce à sa voix, à de nombreuses autres femmes qui vont à leur tour dénoncer les violences subies et les agresseurs l'année suivante, à l'instar de la patineuse Sarah Abitol qui un an plus tard sort du silence quant aux violences commises par son entraîneur

Gilles Beyer, accusé également par Hélène Godard, ou encore de l'actrice Nadège Beausson-Diagne, violée à plusieurs reprises à l'âge de 9 ans par un ami de la famille. À l'époque, en 2019, les propos d'Adèle Haenel secouent les mentalités et quelques semaines plus tard, le 23 novembre, elles sont des dizaines de milliers à envahir et occuper l'espace public dans une manifestation historique. Toutefois, Céline Extenso constate la sous représentation des femmes handicapées dans la rue, sur les pancartes ou dans les slogans, comme dans la presse. « *C'est un énorme problème puisqu'au*

contraire, les femmes handicapées sont beaucoup plus victimes de violences que les valides, mais notre absence connaît sans doute plusieurs raisons. Il y a d'abord les freins concrets à la présence des personnes handicapées dans les milieux militants (ce manque d'inclusivité n'est évidemment pas spécifique au féminisme). Le manque d'accessibilité physique des rassemblements, les entraves communicationnelles, la fatigue chronique et le manque de disponibilité générale consécutifs à nos handicaps compliquent énormément notre activité militante. », analyse-t-elle.

ÇA SECOUE !

C'est vertigineux de regarder tout ce qu'il reste à faire pour parvenir à l'égalité des sexes et des genres. Pourtant, quand on regarde dans le rétro, ça nous donne un sacré coup de boost. Partout, ça craque. De nombreux secteurs d'activités font leur #MeToo. Pas tous à la même vitesse. Pas tous à la même intensité. Tous mènent à la prise de conscience. Tatouage, cuisine, sports, cinéma, œnologie, musique, enseignement supérieur, arts et culture, les violences sexistes et sexuelles sont dénoncées. Elles sont systémiques et n'épargnent aucun milieu. Au fur et à mesure, les murs se fissurent et se brisent. Parce que les militantes ne lâchent pas le marteau ! Si les réseaux sociaux résistent encore et toujours à la nudité et surtout aux terrifiants tétons, elles hurlent à la censure. Elles court-circuitent la publicité qui s'évertue à montrer du liquide bleu dans les spots pour protections périodiques, elles montrent leurs culottes tachées de rouge et se battent (et obtiennent progressivement gain de cause) pour que tampons, serviettes et coupes menstruelles soient distribués gratuitement, à l'instar de l'Ecosse. Ce ne sont pas les seules victoires, loin de là. On progresse. Sur tous les tableaux. Les féminismes amènent des sujets cruciaux sur le tapis et alimentent les réflexions autour de la grossophobie, des

sexualités, du sexisme institutionnalisé (dans les procédures administratives, calculs des impôts et aides sociales, changement de nom des femmes mariées, changement de prénom d'usage et de civilité auprès des administrations pour les personnes transgenres, réduction de l'AAH pour les personnes handicapées en couple...), de l'impunité des hommes accusés et/ou jugés coupables de violences, de la liberté du corps, de la putophobie, de l'intersectionnalité, de la violence des classes, de la question des choix, de l'inclusion, des violences gynécologiques et obstétricales, de la répartition genrée des tâches domestiques mais aussi des loisirs, pratiques sportives et des métiers, de la question du langage et son impact sur l'invisibilisation de tout un pan de la société, des handicaps, de la détention, de l'écologie, de l'écart salarial, de la parentalité, de la précarité menstruelle, de l'accès à la santé des femmes lesbiennes, personnes trans et non binaires, de la PMA pour tou-te-s, des poils, de l'éducation non sexiste... Des tabous et des injonctions de manière générale. Alors oui, il faut combattre les levées de boucliers et les soubresauts de retours en arrière. En permanence. Mais waouh que d'avancées conquises par les militant-e-s féministes. Ça fait du bien.

Elle poursuit : « En France, le discours sur le handicap a historiquement été capté par les grosses associations gestionnaires. Elles sont principalement portées par des personnes valides et véhiculent donc de lourds relents validistes, empreints de médicalisation et d'institutionnalisation dans des établissements spécialisés. Après un mouvement handi radical mais trop éphémère dans les années 70 (le Comité de Lutte des Handicapés, auteur entre autres du journal Les handicapés méchants) une voix militante a peiné à se faire entendre. Timidement d'abord dans les années 2000, mais principalement depuis environ 5 ans. Il est évident que l'avènement des réseaux sociaux a été un formidable outil facilitateur pour nous rassembler malgré nos handicaps et leurs contraintes ! »

Et c'est justement sur Twitter qu'elle lance un appel pour rassembler les motivées et ensemble déboulonner le validisme. Un an plus tard, né le collectif handiféministe Les Dévalideuses, reconnu depuis mars 2021 association officielle. Le but : donner de la visibilité aux femmes handicapées dans le féminisme. « Je suis tétraplégique, myopathe, mais nous tenons à la diversité de notre collectif. Les Dévalideuses vivent tous types de handicap, physiques, sensoriels, cognitifs, psys, maladies chroniques, visibles ou invisibles, de naissance ou acquis sur le tard... Chacun implique une expérience différente, parfois très différente, mais nous faisons front contre un ennemi commun : le validisme. », explique Céline Extenso.

Le validisme, comme elle nous l'explique précisément, c'est l'oppression que subissent spécifiquement les personnes handicapées et qui repose sur l'idée que leur vie vaut moins que celle des personnes valides, parce que l'on se figure qu'elles possèdent moins de capacités. « Le validisme peut prendre la forme d'un rejet franc, mais peut aussi se cacher sous la forme d'un « validisme gentil », entre pitié, héroïsation et infantilisation, qui fait malheureusement tout autant de dégâts. La psychophobie ou la grossophobie sont des formes de validisme. », précise-t-elle. Dans un communiqué récent, les Dévalideuses soulignent que leur objectif est

« Le validsplainning vaut bien le mansplainning ! »

triple : informer le grand public autour du validisme pour lui faire comprendre de quoi il s'agit mais aussi quels sont les vécus des femmes handicapées, bousculer les institutions pour créer un impact politique concret et durable sur la société et aussi visibiliser les femmes handicapées, valoriser l'histoire de la communauté handie et revendiquer la fierté de cette identité. Entre féminisme et anti-validisme, les points communs sont clairs et nombreux : « décrédibilisation, infantilisation (le validsplainning vaut bien le mansplainning), contrôle de nos corps, de nos sexualités, injonction ou au contraire pour nous interdiction de procréer, difficulté d'accéder à une indépendance financière, violences sexistes et sexuelles exacerbées pour les femmes handicapées... On se rejoint sur un besoin d'émancipation, d'autonomie, d'auto-détermination, contre une classe qui voudrait nous contrôler. » Mais aussi dans le syndrome de l'imposteur, note-t-elle plus tard.

Construire des ponts avec d'autres luttes, cela apparaît évident : il faut croiser les thématiques du handicap avec le féminisme mais aussi les questions de « racisme, des LGBTIphobies, de la grossophobie, putophobie ou encore du capitalisme. » Ce dernier évaluant « les êtres selon leur utilité, leur capacité à produire de la richesse, dans une course toujours plus standardisée, où nos spécificités et nos lenteurs ne trouvent pas leur place. Et sur l'autre versant du capitalisme, puisqu'on n'est pas jugés assez rentables, nous ne sommes même pas considérés comme des consommateurs à part entière. »

Il est urgent de questionner la place des personnes handicapées dans la société tout comme la place des femmes handicapées au sein des luttes féministes. « Ne reléguez plus le validisme en fin de liste... dans le meilleur des cas. », signale Céline Extenso qui appelle les milieux militants à être des alliés « à la hauteur ». Elle établit deux façons complémentaires de les ai-

der sur le terrain. D'une part, en rendant les lieux de rendez-vous accessibles aux personnes en fauteuil mais en réfléchissant également à des dispositifs pour les personnes ayant des difficultés de communication, de compréhension, de fatigue ou de douleurs diverses. Et d'autre part, en allant à leur rencontre quand cela ne leur est pas possible de se mobiliser physiquement, en amplifiant leurs voix et leurs actions, comme cela a par exemple été le cas à plusieurs reprises dans les manifestations 25 novembre et 8 mars à Rennes, où leurs témoignages ont pu être enregistrés à distance et diffusés lors de la mobilisation. « Oui, c'est exigeant, bien sûr ça demande pas mal d'anticipation et de réflexion, mais il est impensable qu'un mouvement se dise inclusif sans penser systématiquement à tout ça, en amont de ses événements publics ou même réunions internes. », affirme-t-elle.

RENDRE VISIBLES LES COMBATS

La militante handiféministe le dit : la lutte contre le validisme devient de plus en plus connue dans les milieux militants mais est encore loin d'être bien ancrée dans les mentalités : « Nous n'avons plus le temps d'attendre qu'on nous fasse une place. Les réseaux sociaux nous permettent une meilleure inclusion, mais en même temps, les militants handis sont régulièrement critiqués : militer en ligne serait tout juste du spectacle, pas du « vrai activisme ». » Et pourtant, aujourd'hui, les réseaux sociaux détiennent un pouvoir faramineux. Aussi dangereux qu'utiles, ils permettent la prise de parole de toutes les personnes n'ayant pas accès aux médias et peuvent transformer cette expression individuelle en mouvement collectif. Ils donnent à voir et à entendre et permettent également de bouleverser les représentations. De montrer une population bien plus variée et plurielle que celle que l'on réduit trop souvent dans les médias mais aussi les arts et la culture à un noyau d'élite de gens extraordinaires érigés en modèles pas tellement accessibles au commun des mortel-s. Non ou trop peu représentatifs de ce qui se joue là, au quotidien, dans les foyers, les entreprises, l'environnement, en somme dans les vies de celles et ceux qui vivent la réalité et avec elle, les inégalités et discriminations.

« Il y a encore beaucoup de travail pour faire comprendre la nécessité de rendre visibles et légitimes les spécificités des un-e-s et des autres. Il y a des spécificités de la part des minorités qui subissent des discriminations et il y a des mécanismes globaux : on connaît les mécanismes de la stigmatisation, de la marginalisation, des stéréotypes, de l'invisibilisation... Mais on ne peut pas mettre tout le monde dans le pot commun. On ne vit pas tous et toutes la même chose et le combat est spécifique en fonction de sa situation. », analyse la sociologue des médias, Marie-France Malonga. Les femmes noires ne vivent pas toutes les mêmes sexismes et racismes, en fonction de la carnation de leur peau mais aussi en fonction de leur orientation sexuelle, identité de genre, handicap, tout comme les femmes blanches ne vivent pas le même sexisme entre elles et avec les femmes racisées. Une femme noire à la peau foncée ne vit pas le même racisme et sexisme qu'une femme perçue comme asiatique. Une femme perçue comme arabe ne vit pas le même racisme et sexisme qu'une femme voilée perçue comme arabe. Le podcast *Kiffe ta race*, produit et animé par Rokhaya Diallo et Grace Ly en fait état à travers des discussions, questionnements et analyses basés sur une approche et une histoire intersectionnelles.

« C'est très très long de changer les représentations médiatiques. C'est plus simple de changer le quantitatif que le qualitatif. », nous dit Marie-France Malonga. Elle a fait sa thèse en Science de l'information et de la communication sur les liens entre public et télévision à travers la question de la place des minorités ethniques – et particulièrement noires – à l'antenne. Avant cela, lors de son master, elle a été à l'initiative et a dirigé l'étude historique qui a ouvert le Baromètre de la diversité au sein du Conseil Supérieur Audiovisuel. Plus de 800 programmes analysés, soit plus de 250 heures de visionnage des propositions diffusées sur TF1, France 2, France 3, Canal + et M6 durant une semaine du mois d'octobre 1999. Elle constate, sans surprise, une sous-représentation nette des populations non blanches. « Elles sont peu représentées aux postes de premier plan. Ça ne voulait pas dire qu'elles n'existaient pas mais

elles étaient marginalisées, invisibilisées. Parmi les minorités, les plus représentées étaient les populations noires, surtout du fait des productions américaines, dans la fiction notamment. On voyait très peu de magrébins, d'arabes, encore moins d'asiatiques ! », souligne-t-elle.

Même si elle ne plaît pas à tout le monde, cette étude, que certains journalistes vont qualifier de profilage raciste, crée une première prise de conscience de la part des chaînes publiques mais aussi privées qui commencent alors à modifier leurs cahiers des charges. En 2009, l'étude est systématisée, elle devient un Baromètre de la diversité, aux critères élargis prenant désormais en compte les catégories socioprofessionnelles, le handicap, le sexe, l'âge, l'origine perçue ou encore les territoires (ruraux, urbains, banlieues, etc.). En janvier 2020, le CSA a lancé l'Observatoire de l'égalité, de l'éducation et de la cohésion sociale en adéquation avec sa volonté de s'intéresser aux questions intersectionnelles, qui jusque là n'étaient pas mesurées. « Ce sont dans les intentions d'amélioration de l'institution mais c'est encore très confidentiel. », précise Marie-France Malonga.

Lier féminisme et questions raciales, c'est une évidence pour la professionnelle : « Les médias ont un rôle à jouer pour sortir les femmes et les minorités de l'essentialisation. C'est très long et complexe de lutter contre les visions stéréotypées dans les médias. Parce qu'il n'y a pas toujours la conscience de ce qu'est un stéréotype. On reproduit certaines choses inconsciemment. Il y a des avancées de la part de l'institution mais ça reste très compliqué. Avec la représentation des femmes issues des minorités non blanches, on est dans une impasse car il n'y a pas de statistiques ethniques. Pas d'outils pour lutter contre les stéréotypes diffusés. » Et pour que les minorités elles-mêmes puissent proposer des solutions, encore faut-il qu'elles puissent s'exprimer ! Dans des mouvements collectifs, ajoute Marie-France Malonga. Dans le milieu du petit écran, les années 90 et 2000 marquent une époque durant laquelle émerge la parole individuelle des anonymes qui peuvent témoigner dans des émissions type « Ça se discute », « Vie privée vie publique » ou encore

« C'est mon choix ». On entre dans l'intimité des gens et à travers la télévision, cette intimité entre dans les foyers des français-es.

Avec l'émergence des réseaux sociaux, cette parole est amplifiée et facilitée dans le processus collectif, la rendant légitime et visible partout dans le monde. « C'est très intéressant je trouve ce qui se passe dans cette façon de se mobiliser collectivement. Ça va en parallèle avec le mouvement MeToo. On décrit les réseaux sociaux, avec ses dérives de haine en ligne et de déshumanisation de la société, mais en terme de visibilité donnée aux personnes qui n'arrivent pas à avoir des représentations médiatiques, c'est très important. Ils rendent la mobilisation plus grande, plus rapide et connectent des individus qui peuvent se regrouper et se rendre visibles. On voit aussi émerger des médias alternatifs qui apportent un éclairage particulier sur ces questions d'égalité. Ils cohabitent avec les médias mainstream, ce qui ne veut pas dire que les médias mainstream doivent se dédouaner de ces thématiques. Les deux peuvent cohabiter, ce n'est pas contradictoire. Il y a de la place pour tout le monde et ce qui est important c'est de montrer un autre type de paroles ! », s'enthousiasme la sociologue.

UNE SOCIÉTÉ À DEUX, TROIS, QUATRE VITESSES...

Cantonnées à leur rôle reproducteur et sexuel, les femmes sont rarement présentées comme des expertes. Quand les femmes sont racisées, la société ajoute sur elles des stéréotypes liés à leur couleur de peau, leurs origines réelles ou supposées et leur sexe. Les clichés peuvent changer également selon l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap, la classe sociale. Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour dénoncer ces oppressions et leurs spécificités. En 2018, par exemple, paraît *Noire n'est pas mon métier*, un ouvrage collectif initié par l'actrice Aïssa Maïga. Seize professionnelles du cinéma témoignent et analysent les vécus communs et conjoints du sexisme et du racisme. Ensemble, elles dénoncent le manque de personnes noires dans les films et la représentation stéréotypée qui s'en dégage les rares fois où elles apparaissent à l'écran. Mamas africaines,



prostituées ou mères célibataires dépassées, les rôles ne proposent pas de choix, n'offrent pas une palette réaliste, ne cassent pas les stéréotypes, au contraire, ils les renforcent. « Il y a eu une visibilité assez grande autour de ce livre et de ces artistes qui ont pu exprimer le problème de la représentation des femmes noires. Il y a eu beaucoup de retombées médiatiques, ça a eu un impact mondial (elles marquent les esprits également lors de la montée collective des marches du festival de Cannes, la même année, ndlr) ! Mais quand on voit les réactions face au discours d'Aïssa Maïga à la cérémonie des César, on voit bien que le problème n'est pas réglé du tout. », commente Marie-France Malonga. Nous sommes le 28 février 2020 et la question

des droits des femmes est au centre de la cérémonie à l'issue de laquelle Roman Polanski se verra décerner le prix du meilleur réalisateur et Adèle Haenel, criant « La honte », partira avec Céline Sciamma... Avant cela, dans la salle Pleyel, tout le monde se marre à chaque vanne de Florence Foresti, et tout à coup, tout le monde regarde ses pieds. Ambiance pesante. Aïssa Maïga est en train de prononcer son discours. Face à la grande famille du cinéma, elle n'hésite pas à partager un geste qu'elle exécute depuis deux décennies : « Compter lors des réunions du métier. » Et c'est sur les doigts d'une main généralement qu'elle compte le nombre de personnes non blanches présentes. Les mots sont puissants et ce soir-là, comme à de nombreuses reprises, l'actrice sait s'en servir



pour briser le silence et les tabous. « On a survécu au whitewashing, au blackface, aux tonnes de rôles de dealers, de femmes de ménages à l'accent bwana, on a survécu aux rôles de terroristes, à tous les rôles de filles hypersexualisées... Et en fait, on voudrait vous dire, on ne va pas laisser le cinéma français tranquille. (...) On est une famille, on se dit tout non ? Vous tous qui n'êtes pas impactés par les questions liées à l'invisibilité, aux stéréotypes ou à la question de la couleur de peau... la bonne nouvelle, c'est que ça ne va pas se faire sans vous. Pensez inclusion. Ce qui se joue dans le cinéma français ne concerne pas que notre milieu hyper privilégié, cela concerne toute la société, n'est-ce pas monsieur qui est sur votre téléphone portable là ? », clame-t-elle.

Un discours d'une telle force, c'est intense et hypnotisant. Galvanisant en même temps. Ce n'est pas une autre parole qui doit être portée, diffusée, entendue. Ce sont toutes les paroles reléguées à la marge - parce que comme elles viennent chatouiller nos privilèges de personnes blanches, cisgenres, hétérosexuelles, valides, elles dérangent - qu'il faut écouter et prendre en compte. Véritablement. Égaliser la réception des paroles. Pas simplement s'en servir de levier à l'occasion avant de les replacer dans

les oubliettes de l'Histoire. « On ne laissera rien passer ! Fini d'aller au casse-pipe pour être récupérées ! On ne peut pas être juste des défricheuses puis ensuite être mises sur le côté. C'est de la marge que viennent de nombreuses avancées politiques. C'est vrai avec les personnes racisées comme avec le mouvement queer. C'est le même mécanisme. Le mouvement a été récupéré, vidé de son sens avec des étapes ultra violentes de rejet total ! », s'indigne l'élue écologiste Priscilla Zamord.

RECONQUÉRIR LA PRISE DE PAROLE

En mars 2019, *Arrêt sur images* analyse l'opposition féministes universalistes contre féministes intersectionnelles dans un article qui révèle que les premières se sentent lésées dans les médias là où les deuxièmes y sont en vérité moins invitées. Le média amène la preuve scientifique par un comptage, processus qui encore une fois permet de mieux rendre compte de la réalité et de prendre conscience que certaines voix sont souvent laissées en marge du débat public. Nadiya Lazzouni est journaliste, productrice et fondatrice de *Speak up channel*, média sur YouTube dans lequel elle pense, crée et développe des contenus et des concepts d'émission comme actuellement « The Nadiya Lazzouni Show » ou prochainement « Droit de

citée ». L'objectif : reconquérir la prise de parole. Elle prend la parole mais aussi, elle la donne. À celles et ceux qui trop souvent sont invisibilisés. Juriste de formation en droit des affaires, elle a par la suite repris ses études pour travailler dans des ONG en sciences politiques. « Entre temps, j'ai porté le hijab, ce qui réduit le champ des possibles... En 2012, j'ai 27 ans quand je décide de le porter. C'est l'aboutissement pour moi d'un cheminement et d'une réflexion spirituelle. Je mène mes choix et j'essaie d'aller au bout. Pas question de renoncer à une de mes identités ! Ce n'est pas le voile qui m'a fermé les portes mais les racistes. J'ai galéré à trouver un job. », explique-t-elle. Elle a des spécificités et pour ces spécificités, elle est discriminée. C'est pour cela que des années plus tard, elle crée son propre média. Même combat pour Priscilla Zamord : « Au fil de l'eau, j'ai trouvé des leviers pour m'émanciper. Très jeune, je me suis rendu compte que ça allait être compliqué au niveau de l'emploi. Comme je suis une machine à projets, j'ai décidé de créer mes activités. »

Enfant, la normande Nadiya Lazzouni réalise qu'au travers de la télévision, elle n'existe pas. Elle n'est pas représentée en tant que française musulmane racisée. Ce qui lui donne le sentiment d'être exclue de la société. « Pour une

ado, c'est hyper compliqué pour construire un être apaisé. Pour être apaisé-e, on a besoin de reconnaissance. Et cette société, elle ne nous montre pas de manière reluisante. Je me suis lancée le défi de reconquérir cet espace dont on est absents sans s'enfermer dans un ghetto intellectuel visant à dire que quand on est musulmanes, on doit parler de ça et pas d'autre chose. Dans « The Nadiya Lazzouni Show », les questions sont beaucoup plus inclusives. Pour inviter tout le monde à s'intéresser aux expertes et aux experts. »

Elle place au cœur de sa pratique journalistique bienveillance, reconnaissance et représentations plurielles : « C'est important de pouvoir s'identifier physiquement à une femme musulmane, voilée, qui porte un message bienveillant et inclusif. Ça casse l'image de la femme soumise, aliénée, analphabète que l'on fait porter à la femme musulmane. Alors notre présence dérange mais elle a le mérite de déconstruire les idées reçues. On peut alors se rendre compte que les musulmans que l'on dit séparatistes ne s'inscrivent pas dans un mouvement communautariste. C'est un leurre, un mensonge. » La journaliste dénonce l'hypocrisie d'une société qui prône la singularité des êtres et qui cultive l'idée qu'il est important de se distinguer mais qui ne tolère pas que la masse soit polymorphe.

Marie-France Malonga approuve : « Il y a une forme de diabolisation des mouvements des minorités. On a peur d'individus qui ont des petites armes, beaucoup plus infimes que les armes des dominants. On accuse les minorités de diviser le corps social alors que non. Elles n'ont pas de volonté d'exclusion mais au contraire, elles ont une volonté d'inclusion. Il faut s'organiser, se rassembler, nommer. Comment faire du féminisme si on ne parle pas des femmes ? »

Entre temps, le projet de loi « Séparatisme » se durcit – parce qu'apparemment, c'est toujours possible de faire pire - au Sénat début avril. Au cœur du texte, l'interdiction du port du voile pour les accompagnatrices de sortie scolaire et les mineures dans l'espace public, ainsi que la volonté de dissoudre les associations « qui interdisent à une personne ou un groupe de personnes à raison de leur couleur, leur origine ou leur appartenance ou non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée de participer à une réunion. » Les réunions en non mixité rassemblant uniquement les hommes sont donc à l'abri. Pareil pour les réunions en non mixité rassemblant uniquement les femmes. « Au lieu de s'offusquer sur les réunions non mixtes, on devrait s'offusquer de l'absence de diversité et de mélange sur l'ensemble des sphères de la société depuis très longtemps ! Ce serait beaucoup plus intéressant. Même chose avec « la discrimination positive » (je n'aime pas ce terme, je préfère parler d'action positive ou volontariste). On s'en offusque alors que la discrimination négative, non, là, tout va bien ! C'est un déni face à la question des inégalités que vivent certaines citoyennes et certains citoyens de notre société ! », réagit la sociologue des médias.

Ainsi, on nie les spécificités de certains groupes à qui on confisque la parole. Le parallèle est établi avec le féminisme universaliste brandi en France et qui prône une voix universelle – et par là unique - de l'émancipation des femmes à travers le monde entier. « On ne se reconnaît pas dans ce féminisme, qui est un féminisme occidental et ethnocentré. Il est important de redéfinir le féminisme et établir un rapport égalitaire entre toutes les femmes. Parce que là, la

lutte est commune tant qu'on remet en question l'ordre établi du patriarcat mais quand on remet en question les privilèges des personnes blanches, là, on assiste à la reproduction des tranches qu'on reproche au système. », analyse Nadiya Lazzouni. Elle l'exprime clairement : aujourd'hui, la parole se libère et des réseaux sociaux émergent des voix singulières et différentes. Nait aussi la solidarité entre les féminismes minoritaires : LGBTI, afroféministes, féministes musulmanes, féministes décoloniales. « Pour s'organiser vers un féminisme plus inclusif et bienveillant. », précise-t-elle. Elle poursuit : « On devient de plus en plus des sujets, on nous invite un peu plus qu'avant, on nous permet d'amener de la nuance. Et c'est important que l'on soit représenté-e-s car la France du quotidien n'a rien à voir avec l'image qu'on nous donne à voir. On est beaucoup à vouloir créer une société plus inclusive mais la télévision a un pouvoir sacré, elle s'impose chez nous. » Les médias sont pour elle des lieux privilégiés pour changer les mentalités. Elle croit en l'impact de la visibilité des minorités dans les lieux de reconnaissance. Et elle a raison d'y croire. Le 18 septembre 2020, la ville de Caen a inauguré la rue Nadiya Lazzouni : « Une reconnaissance personnelle et familiale ! Une première en France ! Je ne peux que rester positive ! »

REDONNER DU POUVOIR

Partir du vécu. En juin 2019, le site *Reporterre* publie un entretien avec Fatima Ouassak. Elle est politologue, co-fondatrice de Front de mères, premier syndicat de parents d'élèves des quartiers populaires, présidente du réseau Classe/Genre/Race et autrice du livre *La puissance des mères*. Elle explique : « Je ne lutte jamais sur des questions idéologiques en fait. Par exemple, je n'ai jamais milité sur la Palestine, même si je suis profondément pro-palestinienne. Il faut que cela parte d'un vécu. » Elle défend depuis longtemps la lutte locale, notamment au sein des quartiers. Elle découvre, à travers sa fille, qu'un-e enfant de deux ans et demi peut subir du racisme. Elle co-écrit avec Diaratu Kebe le texte « l'école, c'est la guerre ». Elle raconte alors à *Reporterre* : « Il est très très dur, très antiraciste. Politiquement, le texte se tient. Mais après quand on conduit sa fille à l'école,

on se retrouve face aux enseignantes qu'on a démontées dans le texte. Stratégiquement, on ne peut pas faire cela, cela ne mène à rien sinon à pourrir sa vie quotidienne. Par ailleurs, tenir un discours politique localement est plus compliqué pour les habitants des quartiers populaires. Dans une ville comme Bagnolet, qui ne compte que 30 000 habitants, une grande partie de la population est ce que l'on appelle « municipalisée » : il y a toujours dans la famille ou parmi les amis quelqu'un qui travaille à la mairie ou qui a une demande de logement social en cours. Quand vous voulez mobiliser les gens des quartiers populaires, c'est difficile, non pas parce qu'ils ne sont pas courageux mais parce qu'ils se disent que s'ils vont trop loin, leur mère, leur frère ou leur sœur va perdre son boulot, que la demande de logement ne va pas aboutir. Cela limite largement la politisation du discours. »

Partir du vécu. Elle l'applique dans le syndicat de parents d'élèves des quartiers populaires qu'elle a créé, Front de mères. Elle se positionne en tant que mère : « J'ai eu cette impression d'avoir été dépossédée de l'accouchement, de mon rôle de mère en fait. Le mouvement féministe a tendance – ce que je comprends – à dire qu'il faut arrêter de renvoyer systématiquement les femmes à leur rôle de reproductrices. Mais est-ce que cela ne nous a pas dépossédées du pouvoir que l'on a sur l'éducation et la reproduction ? Le Front de mères sert à voir comment on se réapproprie notre pouvoir de mère, pas en tant que mère au foyer mais en tant que mère comme sujet politique qui gère l'éducation, la transmission, la parole publique. Réinvestir cette question peut révolutionner l'ensemble des questions politiques. » Elle est une militante inspirante pour de nombreuses personnes, dont Priscilla Zamord qui adhère non seulement à l'idée d'alliances dans les luttes comme celle d'Assa Traoré et d'Alternatiba mais aussi au syndicat Front de mères. « La politisation des mères dans les quartiers prioritaires est un

mouvement impensé, voire malmené dans les questions de féminismes et de politique. On voit « les mamans des cités » comme bonnes à faire des gâteaux mais pas à débattre. Là, il y a un espace safe où on peut être soi. Sans compartimenter son identité. Les femmes sont un vrai sujet politique, que ce soit dans les questions de parentalité heureuse, dans l'égalité des traitements, les questions de violences sexuelles sur les adultes comme sur les enfants et sur l'histoire et la transmission. L'expérience de la marge doit être prise en compte. Je me souviens quand j'étais enfant, j'allais aux Antilles l'été et cette expérience de la mobilité n'a jamais été valorisée dans ma scolarité. », souligne l'élue pour qui il est nécessaire de regarder la vérité en face dans le cadre de la lutte contre les discriminations. Cela passe, en local, par l'Observatoire métropolitain de lutte contre les discriminations mais aussi l'élaboration d'un vrai plan sur l'égalité femmes-hommes, à l'instar de celui qui est mis en place déjà sur la ville de Rennes, pour embarquer les 43 communes de Rennes Métropole dans ce combat.

Partir du vécu. Pour faire jaillir des sujets et des enjeux parfois oubliés ou négligés par les militant-e-s. Autre exemple de politisation de la maternité : le compte instagram *Matergouinité*, lancé par Elsa et Lisa, deux femmes lesbiennes en colocation à Bagnolet, visant à mettre en valeur des maternités, comme l'homoparentalité, la monoparentalité ou la transparentalité, trop peu visibles dans les médias. L'objectif : déconstruire le regard marginalisé que l'on se figure à ce sujet. Rendre visibles ces familles et les rendre légitimes. Parce que leur invisibilisation crée des stéréotypes et du tabou avec lesquels il est pourtant urgent de rompre, l'extension de la PMA pour tou-te-s se heurtant trop souvent à des idéologies conservatrices et dangereuses. Régulièrement, à Rennes, les militant-e-s féministes et LGBTIQ+ sont invité-e-s à contre-manifester contre les mobilisations

« La politisation des mères dans les quartiers populaires est un mouvement impensé. »



revendiquant encore et toujours « *Un papa, une maman, un enfant* »... On remet en question la capacité des femmes lesbiennes, célibataires et des personnes trans à investir la fonction parentale et dénie complètement leur droit au choix de fonder ou non une famille. On met un mouchoir sur le sujet tout comme sur toutes les questions également d'accompagnement et de reconnaissance de toutes les personnes ayant des difficultés à concevoir, ayant vécu fausse-

couche-s ou perte-s d'un enfant à la naissance, post partum, etc.

LES HOMMES NE SONT PAS LA NORME

Alice Coffin est journaliste, activiste féministe et LGBTIQ+, co-fondatrice de la Conférence lesbienne* européenne (* : pour les femmes qui aiment au moins les femmes, inclusif de la transidentité, de la non binarité et de la bisexualité),

co-fondatrice de l'Association des Journalistes LGBT, élue écologiste au conseil de Paris et autrice de l'ouvrage *Le génie lesbien*. Elle y explique qu'elle est parfois invitée sur les plateaux télé des chaînes d'info en continu : « *Pour parler féminisme. Ou de la PMA. Ce sont rarement des sollicitations directes. Souvent, c'est une copine féministe hétéro, initialement conviée, qui fait savoir à la chaîne qu'il serait préférable, pour aborder un sujet concernant les lesbiennes, de faire appel à une lesbienne. Il m'est arrivé de patienter dans une loge, avant d'entrer en studio, en compagnie de plusieurs hommes. Je suis alors dans cette pièce la seule femme, la seule lesbienne, la seule à plancher, jour après jour, depuis des années, sur la PMA. Je suis aussi, pendant ce temps d'attente, la seule à bosser, à réviser mes chiffres, à préparer des notes. Certains, parmi les hommes invités, n'y connaissent rien mais cela ne les affole pas. Ils devisent, balancent une idiotie sexiste.* » Plusieurs pages plus tard, elle explique qu'elle a à plusieurs reprises été bâillonnée en tant que journaliste féministe et lesbienne. Alors qu'elle travaille pour *20 Minutes*, elle doit faire un article sur la manière dont vivent et travaillent les journalistes depuis le 7 janvier 2015. Elle interviewe des reporters de BFMTV, de *L'Express*, de France 4, de France 3 Picardie, de *La voix du nord*, de *La Provence* et Isabelle Germain, la rédactrice en chef des *Nouvelles News*, site d'info féministe. Celle-ci souligne à juste titre qu'après les attentats survenus à la rédaction de *Charlie Hebdo*, les hommes étaient encore plus nombreux à être invités sur les plateaux télé. « *La solliciter m'avait été reproché par ma hiérarchie. Elle y percevait un signe de mon « militantisme féministe et pro-LGBT ».* Attester qu'en temps d'attentats ou de coronavirus les hommes saturent l'espace médiatique relève pourtant de l'information. », écrit-elle.

Tout comme Nadiya Lazzouni en a témoigné, Alice Coffin a elle aussi subi le manque de représentation, la coupant d'une partie de son identité. « *Je suis passée à côté de dix ans de ma vie parce que je n'avais pas d'exemples de lesbiennes auxquels m'identifier. À cause de ceux qui confinent l'homosexualité à la sphère privée. Un quart des ados LGBT a déjà fait une*

tentative de suicide. L'absence de personnalités out en France a un lien direct avec l'écho donné à la haine de la Manif pour tous, le suicide des adolescents LGBT, le report systématique du vote de la PMA, les discriminations qui visent l'ensemble des minorités françaises et pas juste les homosexuels. « *Familiarity breeds acceptance* », disent les Américains. *La familiarité engendre l'acceptation. Quand des politiques ont pour collègue un député gay, quand des journalistes ont pour consœur une reporter lesbienne, quand des sportifs ont un coéquipier homo, ils, elles hésitent avant de balancer une insulte homophobe.* », analyse la journaliste.

Aujourd'hui, la question des représentations est essentielle. Et ça, les productions télévisées l'ont (plutôt) bien compris, proposant des contenus qui valorisent la pluralité et la complexité de chaque identité et qui tendent à distribuer les paroles restées jusque là sous les radars, à l'instar par exemple de francetv slash, alors qu'elles soulignent et symbolisent les préoccupations et les enjeux actuels. Pas uniquement de la nouvelle génération, même si forcément le renouveau militant impacte davantage la jeunesse. Qui s'en saisit comme le signalent Mathilde Larrère et Marie-France Malonga qui voient leur cours sur leur matière au prisme du genre se remplir au fil des années, surtout depuis MeToo. Toutes les deux le disent, le féminisme est de moins en moins perçu comme un gros mot, au contraire, aujourd'hui, il devient revendiqué par de nombreuses personnes. Toutefois, la sociologue des médias le rappelle : « *Militer ne doit pas être une injonction !* » À chacun-e son féminisme. Tout comme la femme guerrière et combattive ne doit pas être une injonction. À chacun-e ses forces et ses failles. Ne pas tomber dans une autre image unique. Il n'y a pas non plus de profil type de la militante féministe. Ça n'existe pas.

LES LIEUX DE POUVOIR ET DE DÉCISION, ENCORE DES BASTIONS MASCULINS

Du côté des pouvoirs politiques, ça rame encore cependant. Parce que la politique ainsi que le reste des lieux de pouvoir sont toujours pensés-e-s comme étant des mondes d'hommes,

blancs, hétéros, cisgenres. Souvenons-nous la Une du *Parisien* lors du premier confinement, s'interrogeant sur le monde d'après, avec en photo 4 hommes blancs et vieux. Ce n'est pas le seul exemple, malheureusement. Et ça, Alice Coffin en parle merveilleusement bien. Au début de son livre *Le génie lesbien*, elle raconte : « À poil ! » *Ils sont députés, directeurs de théâtre ou de journal, ministres, grands intellectuels, grands artistes, grands savants, chefs d'entreprise, présidents de fédération. « Salopes ! » Dans les augustes salles de l'Assemblée nationale, du palais Brongniart, de la Maison de la Chimie, sous la coupole des Académies, ils déambulent, se tapent dans le dos, « Salut mon vieux, ça va mon vieux ? ». « Connasses ! » Les imprécations qu'ils lancent lorsque nous interrompons leurs tables rondes, leurs conférences, les racontent. « On veut voir vos seins ! » Ils hurlent, ils éructent. Ils sont furieux, hors d'eux. Ils ne sont plus entre eux. »*

Cela fait maintenant 11 ans qu'elle a rejoint le collectif La Barbe, un groupe d'activistes déboulant dans les lieux de pouvoir où les hommes se réunissent en non-mixité, sans que personne n'y voit aucun mal, sans que personne ne hurle au communautarisme. « Pendant nos interventions, nous posons, face au public, comme les hommes politiques des débuts de la IIIe République. Le regard fier, la barbe frémissante, avec, à la main, des écriteaux ornés des mots « Splendide », « Épatant » ou « Merveilleux », et un tract de félicitations dont le titre, très ironique, varie selon les circonstances. « Les substantifs mâles » pour congratuler ces messieurs de la gastronomie, « Je veux que l'on soit homme », emprunté au Misanthrope, pour célébrer les quatorze auteurs et quatorze metteurs en scène au programme du théâtre de l'Odéon, « Citizen Ken » pour encenser les dirigeants de la presse quotidienne régionale. », poursuit la militante qui témoigne également des brutalités dont elles font parfois l'objet lors de leurs actions. Malgré des avancées, les personnes sexisées ne sont pas encore prises en considération dans leur entièreté. Oui, la nomination de Kamala Harris en tant que vice-présidente des Etats-Unis est une heureuse nouvelle. Tout comme la réélection de Jacinda Ardern au poste

de Première ministre de la Nouvelle-Zélande. Pareil pour Rose Christiane Ossouka au Gabon (premier mandat) et bien d'autres, à l'instar des pays nordiques par exemple. Ce sont là des exemples démontrant qu'elles peuvent accéder aux sphères de décision. Mais pour l'instant, elles restent minoritaires.

TEMPÊTE DE MACHOS

En 1981, Yvette Roudy devient la première ministre des Droits des Femmes. On lui doit entre autre le remboursement de l'IVG et des lois concernant l'égalité professionnelle. Dans son livre *Lutter toujours*, elle explique « qu'un ciel de machos lui est tombé sur la tête ». Elle se souvient : « Sans doute, dans l'ivresse heureuse des débuts de mon mandat, ai-je oublié un moment la puissance du machisme que nous affrontons. Une nouvelle loi, mon dernier grand chantier, allait pourtant me le rappeler. Et faire basculer notre ministère dans la partie la plus sombre de son histoire. (...) La loi antisexiste devait permettre aux associations féministes de déposer plainte lorsqu'elles jugeaient qu'une publicité affichée sur la voie publique portait atteinte à la dignité de la femme. Raconter la vague de haine qui s'est abattue sur moi ne servirait à rien, mais il convient d'en prendre la mesure. Si tous, soutiens et opposants à la loi, étaient d'accord pour reconnaître l'image dégradante de la femme dans la publicité, sous couvert d'humour et de désir, le droit de réponse et les répressions qui pourraient s'ensuivre ont provoqué une levée de boucliers et de violences que je n'avais pas anticipée. »

Aujourd'hui, le combat du corps se poursuit et rejoint celui qu'Yvette Roudy avait commencé : « Je proposais d'arrêter d'utiliser le corps des femmes pour vendre des produits qui n'avaient rien à voir avec lui, et on me traitait de tyran qui menaçait la liberté d'expression, de puritaine réactionnaire. Et tout cela principalement depuis mes propres rangs idéologiques. (...) Et le gouvernement qui me soutenait au départ m'a lâchée quand son électorat masculin s'est dressé vent debout contre moi. Il fallait abandonner la loi. Simone de Beauvoir m'a soutenue, les femmes de mon ministère aussi. Mais le Parti socialiste, à l'heure qu'il est, n'a toujours pas fait son mea culpa. »

Un regret pour celle qui croit en l'association féminisme et socialisme de Clara Zetkin. Priscilla Zamord le dit sans détour, rares sont les élu-e-s qui s'assument et s'affirment féministes, encore moins antiracistes. Sans doute de peur d'être étiqueté-e-s, jugé-e-s, réduit-e-s à leur militantisme. Ou aussi parce que : « On pense que c'est censé être inné quand on est de gauche. Mais non, en fait. » Pour l'ancienne ministre des Droits des Femmes, « il faut repartir de la base, repenser la politique autrement, dès ses fondements. Pour cela, je conseille aux jeunes générations non pas de faire du féminisme avec les outils traditionnels, pensés et créés par des hommes, mais plutôt de créer leurs propres outils. Le premier et le plus fondamental : un parti politique. » Une piste peut-être pour une révolution politique qui a pour le moment encore un peu de mal à décoller.

« La plupart des révolutions sont ratées. Ce n'est pas grave. Il y a des choses qui restent mais il faut remettre des couches pour ne plus retourner en arrière. Peut-être qu'en politique, ça n'a pas encore fonctionné mais au niveau des mentalités, ça bouge. Les jeunes générations bénéficient d'une plus grande conscientisation féministe (et écologiste, ndlr). La brèche est ouverte. Autour de la bataille de l'intime, de l'égalité salariale, de la réflexion intersectionnelle... MeToo est devenu révolutionnaire. Pas juste autour des violences sexistes et sexuelles, même si cela engage une réflexion profonde autour des problématiques salariales notamment (si on a autant de patronnes que de patrons, il y aura beaucoup moins de harcèlement, etc.), on prend conscience que les inégalités sont sociales et économiques. Durant la loi retraite, les femmes ont montré que cette loi serait plus catastrophique pour elles. Toutes les mesures ont des conséquences en terme de genre. C'est net. », analyse l'historienne, spécialiste des mouvements révolutionnaires, Mathilde Larrère. Pour autant, les choses bougent. En novembre 2019, 250 acteur-ice-s du monde politique, associatif, artistique et militant appelaient à l'occasion des élections municipales un #MeToo des territoires. Sous cette appellation transparait la volonté de dénoncer les violences sexistes et sexuelles qui sévissent dans les sphères de

pouvoir. Au sein des partis politiques, l'omerta subsiste. En mars 2021, 150 élu-e-s, militant-e-s, collaborateur-ice-s, candidat-e-s aux élections régionales, parlementaires, responsables d'association et artistes ont à nouveau signé un manifeste sur le sujet, demandant la mise à l'écart des candidats accusés de violences à l'encontre des personnes sexisées.

L'INTIME EST POLITIQUE

Si les lieux de décision et de pouvoir restent, aujourd'hui encore, des bastions de la virilité masculine, les féminismes sont éminemment politiques. Depuis plusieurs décennies, les militantes le disent : l'intime est politique. Le passage du privé au public, c'est ça qui brise les tabous, qui délie les langues, qui transforme l'expérience individuelle en vécu collectif. Et celui des femmes, et plus largement des personnes sexisées, il se vit dans la chair. Dans le corps. Que ce soit à cause de la précarité et la pénibilité du travail, professionnel et domestique, et/ou que ce soit à cause des violences sexistes et sexuelles. On a relégué les femmes à la sphère privée et le corps, à l'intimité. Non dans une volonté de pudeur, certainement pas. Il s'agit plutôt de dissimuler, cacher, taire tout ce qui attire au corps. Le sang des menstruations, c'est dégoûtant ! Les poils sous les aisselles et sur les jambes des femmes, c'est répugnant ! L'accouchement, gerbant ! Les tétons qui pointent sous le tee-shirt, provoquant ! Les vergetures sur les seins, les hanches et les cuisses ou encore la cellulite, c'est ragoutant ! Le corps des femmes est contrôlé. Épié. Scruté. Jugé. En permanence. Soumis au regard masculin qui soit le sexualise, soit le réduit à sa capacité reproductive. Et ce regard masculin est intégré aussi bien par les hommes que par les femmes, qui sont dépossédées de leur corps et de leurs connaissances à propos de celui-ci. Se le réapproprier, ou se l'approprier tout court, est une bataille de longue haleine qui nécessite de déconstruire les injonctions qui pèsent lourdement sur nos épaules, nos bourrelets et nos capitons graisseux.

Ne pas porter de soutien-gorge. Tous les jours, de temps en temps ou dans certaines situations spécifiques. Ne pas s'épiler. Ne pas se maquiller.

MA PEAU
MA COULEUR



MES FORMES
MA LIGNE

MON CORPS
MA FIERTÉ



© CELIAN RAMIS

ler. Ou ne pas se lisser les cheveux. Ou ne jamais mettre de jupe et de robe. Ne pas cacher son tampon dans sa main ou sa poche quand on va changer de protection périodique. Oser dire « *J'ai mes règles* ». Exiger des professionnel-le-s de la santé des explications sur chaque examen effectué. Dire que non, ce n'est pas normal d'avoir mal avant ou pendant les menstruations. Explorer son corps et son sexe. Les caresser, les regarder dans un miroir (accompagné d'une lampe torche pour observer l'intérieur du vagin), tester, expérimenter. Pour savoir ce que l'on aime et ce que l'on n'aime pas. Nommer les différentes parties de notre sexe. Connaître nos cycles. Ce sont là des exemples d'actions qui paraissent aujourd'hui plus abordables parce que les militantes féministes portent publiquement ces sujets-là depuis plusieurs décennies, incitant à réfléchir autour des taches assignées par le combat patriarcat-capitalisme et les moyens de nous en affranchir. Cela ne veut pas dire que toutes les personnes sexisées doivent arrêter de s'épiler, de porter un soutien-gorge, se masturber, jouir, aimer le sexe, parler de leurs règles à table, ne pas désirer d'enfant, etc. Cela veut dire qu'en partageant, à travers les témoignages, les actions collectives, les débats, les expériences de cette féminité normative mais aussi les vécus et ressentis de féminités alternatives, les un-e-s et les autres peuvent s'en saisir pour rompre l'isolement, constater la pluralité des possibilités et s'émanciper de ces oppressions, si on le souhaite et de la manière dont on le souhaite.

L'espace privé et l'intimité sont des sujets politiques. Qui permettent de briser les tabous et de réfléchir individuellement et collectivement aux tenants et aboutissants des silences placés sur ces thématiques. Chacun-e peut s'en saisir. À son rythme. Mais il est important qu'on accède aux informations, que les paroles puissent circuler librement et que le choix soit donné et respecté. Avoir la possibilité d'exprimer ce que l'on vit dans son corps (et dans sa tête) qu'il s'agisse des bouleversements du temps, des cycles menstruels, de l'endométriose, du cancer du sein, des conséquences et traumatismes de violences sexuelles, de fausses couches, de stress à l'idée que le fœtus ne soit pas viable,

de la grossesse, dans les rapports sexuels, la ménopause, etc. Ne pas se dire que sans soutien-gorge et avec mini-jupe un soir en ville, on prend des risques. Ne pas penser que parce qu'on ne veut pas d'enfant, parce qu'on n'allait pas un enfant, parce qu'on ne prend pas de plaisir en faisant l'amour, parce qu'on n'a jamais joui, etc. on n'est pas normales... Nos corps nous appartiennent mais un contrôle social a été imposé dessus. Nos désirs font désordre et court-circuitent parfois les assignations de genre. Aucune femme ne doit se sentir obligée de témoigner de son vécu. Aucune personne transgenre ne doit se justifier du sexe qu'elle a entre les jambes. Personne ne doit être entravée dans son corps et sa manière de vivre dedans et avec. L'intime est politique.

REPENSER LE MILITANTISME FÉMINISTE

Le renouveau féministe, Aurore Koechlin en fait état dans le livre *La révolution féministe*. Elle milite dans des collectifs depuis les années 2010, a effectué un master en Etudes de genre à Paris 8 puis en sociologie du genre et fait une thèse sur la gynécologie. Elle commence par intégrer un syndicat étudiant avant de se tourner vers des collectifs non mixtes. Ce qui au départ devait être un article sur son parcours militant et autour de l'émergence d'une réflexion liant les questions de genre à celles de classe, de race, d'orientation sexuelle, et d'identité de genre est devenu un livre qui dresse un panorama politique et sociologique des années 70 à aujourd'hui, dans une dimension internationale et le contexte MeToo. « *C'est un ouvrage dans lequel j'interroge les stratégies à mettre en place pour ce mouvement naissant. C'est quoi le féminisme ? Pourquoi on se bat ? Et comment on se bat ? La difficulté, c'est que le féminisme s'est construit comme un mouvement très unifié dans lequel l'axe « Femme » était le plus important. Plus important que la classe, la race, etc. Aujourd'hui, il faut imposer ces questions dans l'agenda féministe. Il faut qu'on ait ce débat, qu'on pose ces questions. C'est important, notamment face à une loi comme celle sur le séparatisme. On ne doit pas laisser le féminisme être instrumentalisé. Féminisme et antiracisme sont au centre de ce débat.* », nous explique-t-elle.

Dans le fait que le gouvernement s'approprié ce mouvement, elle y voit la puissance contestatrice : « C'est une façon de pacifier que de l'intégrer au sommet de l'Etat. Après, pour obtenir concrètement l'application de certaines revendications, on ne peut pas totalement se détourner de lui. C'est là où pour moi il faut faire émerger clairement les revendications militantes. Le mouvement est actuellement très fort, c'est une lame de fond qui bouscule tout et qui pour cela est attaqué de toute part. Il est important de continuer ce mouvement et de le faire converger avec d'autres mouvements comme l'antiracisme, l'antivalidisme, etc. et les mouvements sociaux. »

Ce qu'elle défend, c'est de repenser notamment le travail reproductif et d'imaginer d'autres manières de s'organiser. Par les cantines collectives, les crèches collectives, par exemple. Pour faire sortir le travail domestique de son cadre genré et privé. Là aussi, les militantes le disent et le répètent : le privé est politique. Parce que dans la sphère privée, on enferme les femmes, laissant penser que leur rôle consiste à faire et éduquer les enfants et à entretenir le foyer. Dans cette sphère-là, on tait les violences conjugales et familiales. Le privé est politique : on dénonce de plus en plus les blessures, les insultes, les viols, les menaces au sein du couple et dans les familles mais aussi l'enfermement domestique et maternel. Toutefois, comme expliqué précédemment, chaque personne a le droit de souhaiter rester à la maison pour s'occuper des enfants, de la vaisselle, du ménage, etc. Le problème pointé dans le débat résidant dans le fait que cette personne est majoritairement et depuis longtemps de sexe et de genre féminin.

« Le premier confinement a démontré que le travail reproductif (domestique, éducatif, soins, etc.) est extrêmement dévalorisé dans la sphère privée comme dans le cadre du service public. Il est relégué au bas de l'échelle... Et là, il est apparu comme essentiel. C'est-à-dire comme un travail qui ne peut pas être confiné, qui ne peut pas être mis en pause. On a pu constater que ce travail essentiel, il est majoritairement occupé par des femmes, racisées. Mais ça n'a duré que quelques semaines. Depuis, il n'y a

pas eu de changement dans notre organisation sociale, pas de revalorisation malgré les promesses gouvernementales. Mais on ne repart pas de 0. Je crois malgré tout qu'il va en rester des traces. » Et encore une fois, il est nécessaire d'investir les espaces de pouvoir. Sinon, on le voit, ces questions sont établies comme non prioritaires et c'est encore aux militantes de redoubler d'acharnement. Pour que la PMA soit enfin ouverte à tou-te-s sans laisser sur le côté les lesbiennes, les personnes trans, les femmes célibataires. Pour que le congé paternité soit une vraie mesure satisfaisante et appliquée et pas uniquement sur 7 jours obligatoires. Pour que le délai légal d'avortement soit allongé de 12 à 14 semaines de grossesse. Pour que l'on fixe un âge décent au consentement sexuel. Pour que l'allocation aux adultes handicapés soit individualisée. Pour que les réunions en non mixité soient reconnues comme utiles aux personnes concernées. Pour l'autodétermination des personnes trans. Pour la gratuité des protections périodiques. Pour la dignité et le respect de toutes les personnes.

UN POINT DE BASCULEMENT

Si Aurore Koechlin n'envisage pas que la révolution féministe soit encore advenue, elle précise néanmoins : « On pourra dire qu'il y a révolution, quand les bases plus profondes seront réorganisées. Les féminismes ont un aspect profondément révolutionnaire car ils touchent à tous les aspects de nos vies que ce soit vies privées ou vies publiques. Parler de ce que vivent les femmes, des minorités de genre, du système hétéro, de la masculinité hégémonique, etc. C'est là le pouvoir créateur du féminisme : développer d'autres possibles. On le voit par exemple dans la littérature SF (science fiction, ndlr) que les femmes investissent. Ça nous pousse à penser un autre monde ! » Un monde dans lequel le « male gaze » n'est pas au centre... Pour Céline Extenso qui nous répond avec une note d'humour, pareil, nous sommes aux portes d'une révolution à venir : « Je crois qu'elle n'a jamais été aussi proche. Nous sommes de plus en plus nombreuses à la rêver, avec la ferme intention de ne pas nous complaire dans le seul « rêve ». J'ai l'impression qu'on s'organise, qu'on s'entraide, qu'on fourbit nos armes comme jamais.



vulpulp.com

Évidemment, on ne peut pas dévoiler tous les détails du plan maintenant, il faut garder un peu de surprise ! »

On parle là d'une révolution plus globale. Parce que la révolution féministe a bel et bien déjà commencé. Depuis plus de 150 ans, elle progresse et participe au changement des mentalités. Avec des flux et des reflux comme on l'a vu. Avec des périodes d'ébullition, des retours de bâton, des phases d'écoute, des phases de rejet. La société a affronté des crises qui ont à chaque fois impacté les droits des femmes. Toujours le féminisme a rebondi et a permis des mobilisations aux ampleurs toujours plus grandes. Le mouvement avance et s'il demande une prise en compte des femmes à part entière, il doit aussi entendre la critique qui parvient des militantes racisées, handicapées, LGBTIQ+, etc. Pour que les spécificités des un-e-s et des autres ne soient plus vécues comme marginales

et hors-normes et ne soient pas victimes de la reproduction des mécanismes de domination que le féminisme combat.

Dans une interview accordée au magazine *Anti-dote* en octobre 2020, Lauren Bastide, journaliste féministe, créatrice et animatrice du podcast *La poudre* explique : « Je pense que non seulement une révolution féministe va avoir lieu, mais aussi une révolution écologique, antiraciste, anticapitaliste et une révolution du genre, tout est intrinsèquement lié. J'ai l'impression que toute cette prise de conscience est en train d'avoir lieu. Je pense qu'il y a de plus en plus de personnes qui comprennent que le combat d'Assa Traoré contre les violences policières rejoint le combat des féministes contre les violences faites aux femmes et contre le viol, rejoint le combat anticapitaliste contre la mainmise de 1% des êtres humains sur 99% des ressources mondiales, rejoint le combat écologique de Gre-



ta Thunberg. Tout ça, c'est la même histoire, une histoire d'oppression d'un tout petit nombre de dominant-e-s sur un nombre écrasant de dominé-e-s. Pour moi, si la révolution féministe a lieu demain, elle se fera par cette convergence-là. »

TROUVER NOS POINTS D'ALLIANCE

Combattre ce qui nous divise. Cela ne veut pas dire que nous devons penser tou-te-s de la même manière. Ou même ressentir de la même manière. Le rapport au corps diffère, tout comme la pression face aux injonctions diverge également. On ne place pas tou-te-s le curseur de la liberté au même endroit et ne vivons pas la même urgence à s'affranchir et s'émanciper de telle ou telle assignation. En revanche, nous devons nous accorder pour fonder une société basée sur la dignité et le respect des êtres humains, autant que sur l'environnement. On a beau parler de solidarité féminine, la sororité est loin d'être innée chez les personnes sexisées. Tout simplement, parce qu'on ne l'a pas appris. On nous a peut-être même bien inculqué le contraire. Les filles aiment les commérages et les coups dans le dos. Elles se jalourent et se critiquent. Meilleures rivales pour la vie. Un tas de conneries difficiles à contrer malgré tout. C'est sans doute là un enjeu crucial des féminismes. Briser les injonctions. Sans les remplacer par d'autres injonctions. Briser le cercle de victimisation dans lequel on nous enferme régu-

lièrement. Sans nier les inégalités, discriminations et violences que nous vivons spécifiquement. Briser la hiérarchisation des souffrances. Sans prendre la place et la parole de celles qui vivent des expériences différentes des nôtres.

C'est inspirant tout ce qui se passe actuellement au sein des féminismes. Fatigant parfois mais surtout stimulant et enrichissant. Le 8 mars dernier, Rachida du Collectif Sans Papiers de Rennes rappelait : « *Nous migrantes, réfugiées, sans papiers, demandeuses d'asile, nous les femmes et les personnes lesbiennes, gays, bis, trans, nous sommes parmi vous à l'appel international pour une grève féministe. Nous avons l'interdiction formelle de travailler pour survivre et pourtant nous sommes ici avec vous.* » Son discours est puissant. Elle démontre l'importance de l'inclusion de tou-te-s dans les luttes féministes. Parce que nombreuses sont celles qui ont été oubliées, négligées, méprisées. Rachida demande aux militantes de les soutenir et d'être à leurs côtés dans leurs combats : « *Il ne nous suffit pas d'avoir une place parmi vous sur vos estrades militantes. Nous féministes prolétaires que notre courage de survivre a amené ici pour trouver refuge, nous nous sommes échappées des guerres produites par le patriarcat et le capitalisme de nos pays. Nos pays maintenus dans la misère. Nous venons chercher parmi vous solidarité et refuge. Quelque soit les bar-*

rières qui nous opposent, il est en notre pouvoir de les affranchir. (...) Tant que l'imbrication de la violence patriarcale et raciste ne sera pas vaincue, nous ne pourrons pas triompher ensemble. Tant que la liberté des migrantes n'est pas prise de partout comme un combat général, nous ne pourrons pas être ensemble sur la place mais resterons divisées dans les maisons, les villes, les lieux de travail. C'est pourquoi le 8 mars nous nous joignons à vous, à la lutte des femmes, contre les violences, l'exploitation patriarcale, c'est pourquoi le 8 mars, nous demandons un permis de séjour illimité et sans conditions. Nous appelons tout le monde à soutenir cette demande. Faire du 8 mars un point de départ pour continuer cette lutte ensemble. De la force transnationale et la grève un instrument général ! Soutenez-nous, nous avons besoin de vous. »

Se soutenir. Avancer ensemble. Construire réflexions et stratégies à partir des récits et expériences des personnes concernées. Sans prendre leur place. Sans parler à leur place. Doris, travailleuse du sexe et trésorière du STRASS dont elle est la référente en Bretagne, et créatrice des Pétroleuses, association de développement communautaire, le formule parfaitement : « *Nous vous donnons rendez-vous pour poursuivre ensemble la réflexion et les luttes et trouver ensemble des solutions à notre émancipation. La libération des travailleuses du sexe sera l'œuvre des travailleuses du sexe elles-mêmes.* » Son discours analyse les rapports de domination hommes – femmes depuis le système féodal jusqu'à aujourd'hui. Le contrôle des femmes par les hommes. La protection offerte par les hommes aux femmes qui en échange offriront du travail gratuitement. Le viol comme arme de guerre pour détruire la crédibilité du protecteur. Le couple hétérosexuel et la famille comme seule garante de la sécurité des femmes, « *alors même que la famille et le couple sont une des plus dangereuses (structures, ndlr) pour elles.* »

MAUVAISES FÉMINISTES ?

Au quotidien, à chaque étape de la rédaction de ce dossier, à chaque point de vue controversé que l'on retransmet et diffuse, à chaque critique

que l'on établit dans une réflexion globale de comment avancer ensemble, on se demande si nous sommes de mauvaises féministes. Pas que dans le cadre professionnel, d'ailleurs. On se pose la question régulièrement dans nos vies privées. On ne se sent pas toujours légitimes, on ne se sent pas assez féministes. Et puis, un jour, Roxane Gay écrit et publie *Bad feminist*. Ça nous interpelle, on le lit et on respire. « *Le féminisme est imparfait, mais quand il est au meilleur de sa forme, il donne les moyens de naviguer dans les remous du changement de climat culturel. Le féminisme m'a certainement aidée à trouver ma propre voix. Le féminisme m'a aidée à me convaincre que ma voix avait de l'importance, même dans un monde où tant d'autres voix exigent qu'on les entende. Comment réconcilier les imperfections du féminisme avec tout le bien qu'il peut faire ? À la vérité, ce mouvement est imparfait parce qu'il est dirigé par des gens, et que les gens sont imparfaits par nature. Pour une raison quelconque, en matière de féminisme, nous plaçons la barre à une hauteur déraisonnable, nous voulons qu'il remplisse toutes nos exigences et qu'il fasse toujours les meilleurs choix.* », analyse-t-elle.

Elle poursuit un peu plus loin : « *Le féminisme m'a apporté la paix. Le féminisme m'a donné des principes qui me guident dans mon écriture, mais je sais aussi que ce n'est pas dramatique quand je ne suis pas à la hauteur de la féministe idéale qui est en moi. Les femmes de couleur, les femmes queer et les femmes transgenres devraient être mieux intégrées dans le projet féministe. Les femmes de ces groupes ont été honteusement abandonnées par le Féminisme avec un grand F, et à de nombreuses reprises. C'est une vérité crue, et douloureuse. (...) Mais on ne répare pas une injustice par une autre. Les erreurs du féminisme n'impliquent pas que l'on doive le rejeter totalement. Nous ne sommes pas tous obligés de croire au même féminisme. Le mouvement peut être pluriel, à condition que nous respectons les différents féminismes que nous portons en nous, à condition que nous nous en soucions assez pour tenter de réduire les fractures qui nous séparent.* »

Et ce n'est là que l'introduction d'un ouvrage authentique, construit et libérateur. Comme il

y en a plein, à l'instar des ouvrages de Mona Chollet et notamment *Sorcières – la puissance invaincue des femmes* mais aussi de la littérature féministe qui émerge dénonçant la charge mentale comme l'a si bien fait Emma ainsi que les violences gynécologiques et obstétricales, entre autres, et de nombreuses autres thématiques indispensables à l'évolution des mentalités. Et c'est pourquoi le travail sur le matrimoine et la valorisation des œuvres réalisées par des personnes sexisées, racisées, handicapées, trans, etc. est fondamental.

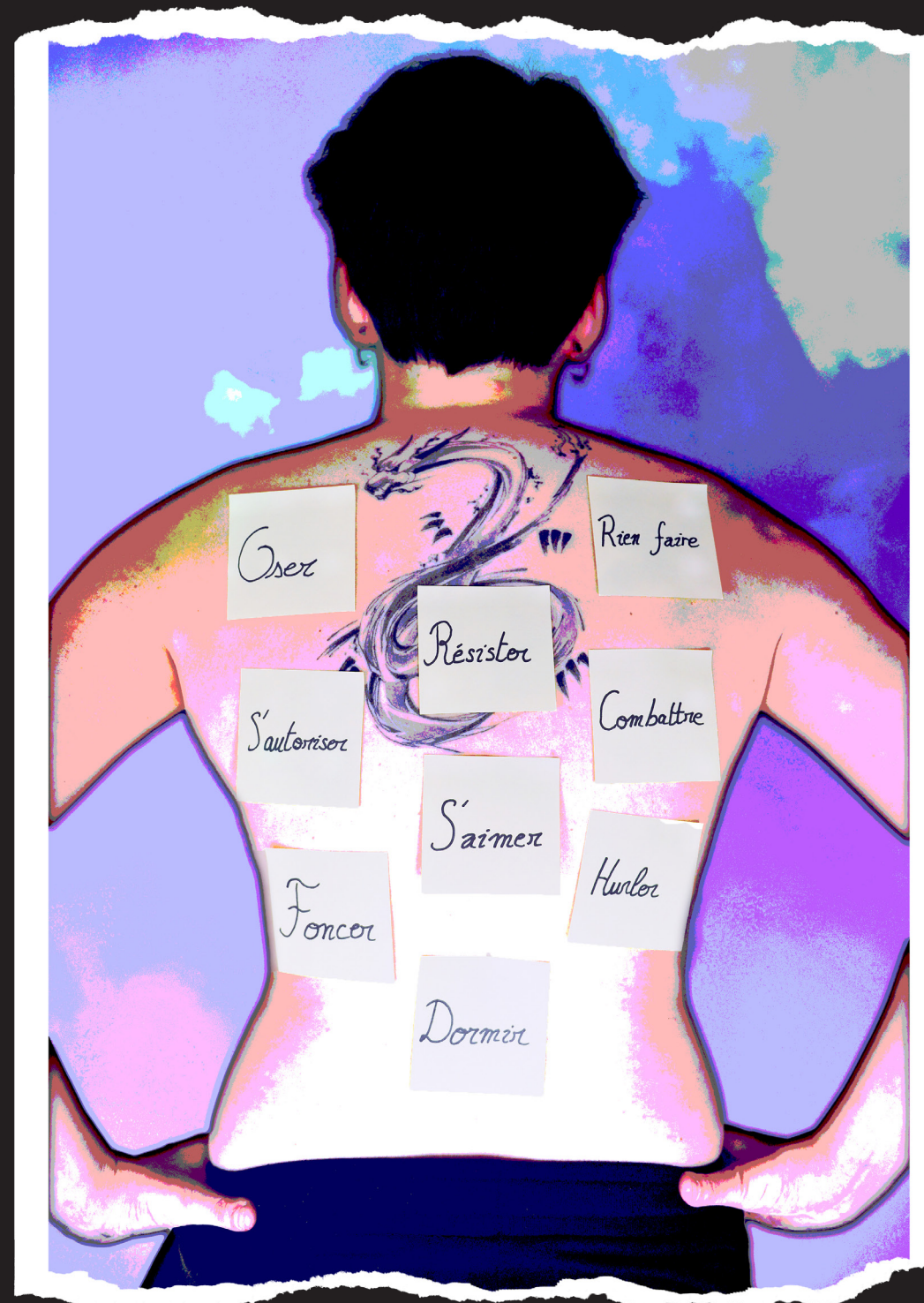
La thématique de l'éducation à l'égalité n'est pas un détail. Depuis les années 90, le marketing genré a envahi les rayons des magasins mais aussi les esprits. Le rose pour les filles, le bleu pour les garçons. On a beau lutter, les stéréotypes résistent. Dans *Éduquer sans préjugés*, Manuela Spinelli et Amandine Hancewicz, co-auteurs et co-fondatrices de Parents & Féministes, décryptent les différences de traitement des filles et des garçons dans une société encore largement imprégnée de croyances et de constructions sociales patriarcales. Dès la naissance, les pleurs des bébés sont analysés à l'aune du sexe de l'enfant, auquel on attribue toute une série d'assignations et d'attentes qui vont de pair. L'influence de ces injonctions est connue : elles entraînent des choix que ce soit dans les activités artistiques, sportives, dans les loisirs, dans la manière de s'habiller, d'interagir avec son environnement mais aussi dans le cursus scolaire et l'orientation professionnelle.

DES EXISTENCES EFFACÉES, NÉGLIGÉES

Sans oublier qu'en occultant plus de la moitié de l'humanité de l'Histoire, on l'invisibilise. Quelle place dans la société peut-on s'octroyer quand dès les premières années de construction personnelle, on ne se voit pas à la télévision, dans les émissions d'actu et de débat mais aussi dans les films et les séries, dans les récits littéraires, les BD, les peintures exposées dans les musées, etc. ? Quelle histoire nous est donnée à voir et à entendre lorsque l'on aborde les périodes de colonisation ? De quels points de vue situe-t-on ces récits, notamment en matière de décolonisation ? Dans les manuels scolaires,

aucune place n'est attribuée aux groupes opprimés. Depuis 2001, une loi oblige les établissements scolaires à dispenser des cours autour de la vie sexuelle et affective dans sa globalité, et sa pluralité, chaque année. Pourtant, ils sont majoritaires à ne pas le faire. Depuis 2017 seulement, on représente dans son anatomie complète le clitoris pour les classes de seconde. Dans un seul manuel de SVT. Deux ans plus tard, cinq manuels sur sept le représentent. Entre temps, en 2018, Mme de Lafayette devient la première femme de lettres, décrite comme « *la première plume féminine* » dans certains médias, à être étudiée au programme de Terminale L en vue des épreuves du baccalauréat. Dans les livres d'histoire, on parle rapidement d'Olympe de Gouges et de Simone Veil. Qu'en est-il de toutes les autres ? De toutes celles qui ont marqué les arts et la culture, les sports, la politique, les sciences, etc. ? N'ont-elles pas mérité d'être étudiées ?

Depuis plusieurs années, des livres entiers s'écrivent sur toutes ces femmes et elles sont nombreuses. Elles sont citoyennes, avocates, chirurgiennes, navigatrices, pilotes, footballeuses, étudiantes, militantes, lesbiennes, transgenres, intersexes, atteintes d'endométriose, grosses, minces, maigres, anorexiques, boulimiques, handicapées mentales, en fauteuil roulant, au chômage, mères de famille, juives, musulmanes, catholiques, athées, criminelles, violentes, cuisinières, artistes, journalistes, scientifiques, noires, arabes, asiatiques, non binaires, apatrides, orphelines, bourgeoises, prolétaires, ouvrières, femmes de ménage, caissières, diplomates, élues, ministres, polyamoureuses, dessinatrices, travailleuses du sexe, enseignantes... Elles sont plurielles. Elles ont des parcours atypiques, des parcours dits classiques et linéaires. Elles ont fait des découvertes scientifiques, dont elles ont été dépossédées, elles n'ont pas voulu d'enfant, elles ont subi des violences, elles ont combattu les discriminations, elles ont été incarcérées pour des crimes qu'elles ont commis, elles n'ont jamais obtenu justice, elles ont fait de leur corps une arme de déconstruction, elles ont des tatouages, iels ne se reconnaissent pas dans le pronom féminin, iels veulent un langage plus inclusif, iels exigent



un enseignement incluant des modèles variés et réalistes, mêlant les origines, les couleurs de peau, les points de vue, les handicaps, les orientations sexuelles, les identités de genre, les possibles. Parce qu'il s'agit là de l'histoire d'une évolution. D'une évolution des mentalités face à des personnes qui ont toujours existé mais n'ont pas toujours eu l'espace nécessaire pour parler en toute sécurité et encore moins l'écoute adéquate.

Il y a le besoin de s'identifier mais aussi le besoin de découvrir. Dans un cadre sécurisé et bienveillant. Pas dans un contexte où on exclut les personnes handicapées du cursus dit classique, où les enfants découvrent qu'ils/elles sont noir-e-s parce que les autres se moquent et les insultent, où les mères qui portent le voile n'ont pas le droit d'accompagner les sorties scolaires, où on interdit aux filles l'accès à l'établis-

sement parce que leurs tenues sont considérées comme « non républicaines » et où une fille transgenre a peur de porter des robes parce que l'école ne la reconnaît pas dans son genre. C'est le cas de Sasha, 7 ans, dont le combat qu'elle porte avec sa famille a été filmé dans le documentaire *Petite fille*, de Sébastien Lifshitz. Elle est bouleversante, cette enfant qui doit vivre le déni de l'institution face à sa transidentité et le rejet du conservatoire qui refuse qu'elle s'habille comme les autres petites filles. Accompagnée et soutenue par ses parents et ses frères, ainsi que la pédopsychiatre, Sasha fait bouger les lignes et heureusement, obtient des avancées. De cette diffusion - sur Arte en début d'année et désormais sur Netflix - émerge une nouvelle prise de conscience. *Petite fille* constitue un témoignage, une lutte familiale qui mérite d'être portée par le collectif. C'est une partie du récit concernant la transidentité. Car là encore, les

MISANDRIE, VOUS DITES ?

En août 2020 sort l'essai de Pauline Harmange, *Moi les hommes, je les déteste*. Rapidement pleuvent critiques et insultes sur l'autrice militante, qui voit son ouvrage menacé d'interdiction de parution. Pourquoi ? Parce qu'elle parle de misandrie. Elle explique que l'accusation de misandrie est un mécanisme de silenciation : « une façon de faire taire la colère, parfois violente mais toujours légitime, des opprimé-e-s envers leurs oppresseurs. S'offusquer de la misandrie, en faire une forme de sexisme, comme une autre et tout aussi condamnable (comme si le sexisme était condamné...), c'est balayer sous le tapis avec malveillance les mécanismes qui font de l'oppression sexiste un phénomène systémique, appuyé par l'histoire, la culture et les autorités. (...) Dans les mouvements féministes, on a donc coutume de dire que la misandrie n'existe pas. Parce que c'est vrai : ce n'est pas un système organisé à tous les étages pour rabaisser et contraindre les hommes. » Elle

définit ensuite le concept tel qu'elle l'entend tout au long de son texte : « Je parlerai donc de misandrie comme d'un sentiment négatif à l'égard de la gent masculine dans son ensemble. Le sentiment négatif en question peut être représenté sous la forme d'un spectre allant de la simple méfiance à l'hostilité, qui se manifeste la plupart du temps par une impatience envers les hommes et un rejet de leur présence dans les cercles féminins. Et quand je dis « à l'égard de la gent masculine », j'englobe dans ce terme tous les hommes cisgenres qui ont été socialisés comme tels, et qui jouissent de leurs privilèges sans les remettre en question – ou trop peu (oui, la misandrie est un concept exigeant et élitiste). Finalement, la misandrie est un principe de précaution. » La militante nous donne de quoi réfléchir et de quoi nous réjouir. Oui, oui ! Son essai est brillant et terriblement libérateur ! On respire, et surtout, on souffle.



© CELIAN RAMIS

parcours différent et les difficultés montrées dans le film ne sont pas exhaustives et ne sont pas les mêmes d'un-e individu à l'autre. L'histoire racontée dans la BD *Appelez-moi Nathan*, signée Catherine Castro et Quentin Zuttion, n'est pas la même que celle relatée dans *Je suis Sofia*, de Céline Gandner et Maël Nahon. L'éducation à l'égalité est fondamentale pour favoriser l'inclusion sans effacer les différences. Pour que chacun-e trouve sa voix et sa place. Son chemin d'émancipation. Et pour cela, l'information - et son accès, surtout - est un enjeu capital dans la transmission. On peut par exemple suivre le compte instagram de la militante Lexie, *agressively_trans*, dont le livre *Une histoire de genres – Guide pour comprendre et défendre les transidentités* a été publié en février dernier.

NE PAS HIÉRARCHISER LES VÉCUS ET LES COMBATS

Nous ne portons pas tou-te-s les mêmes combats au sein de la lutte contre les inégalités et les discriminations. Les féminismes ne sont pas une exception. À l'intérieur de ce mouvement polymorphe, il est important de s'écouter et de se respecter. Sans hiérarchiser. Comme le disent Mathilde Larrère et Aurore Koechlin, il est plutôt sain que les différents sujets portés soient débattus, rabattant parfois les cartes des luttes et des stratégies à mener. Tant que les critiques sont constructives et qu'elles amènent à faire évoluer les réflexions. On aime le discours d'Alice Coffin à ce sujet. Dans une interview

accordée à *National Geographic*, elle répond à la question « Quel est le plus grand défi pour les femmes aujourd'hui ? » : « *Se Soutenir. Faire bloc face à l'adversité. Cela requiert de se battre pour les femmes de minorités particulièrement opprimées. Les femmes migrantes, racisées, lesbiennes, précaires, toutes celles qui, en plus du sexisme structurel et quotidien, affrontent d'autres violences et discriminations. Mais cela implique, aussi, d'éviter toute critique publique envers d'autres femmes en position de pouvoir. C'est un exercice difficile, car certaines n'agissent pas en féministes, mais il me semble indispensable, si nous ne voulons pas entretenir la misogynie. Concentrons, en public, nos attaques contre les hommes.* » On sait, on voit déjà de nombreuses personnes grimacer à la lecture de cette dernière phrase. « #NotAllMen », peut-on souvent lire en commentaire des articles ou post qui parlent des féminismes. Elles sont perçues comme radicales celles qui parlent des hommes et des violences masculines. Tout comme les militant-e-s antiracistes qui brandissent #BlackMatterLives et qui se voient rétorquer que TOUTES les vies comptent. Encore une fois, on nie le côté systémique des violences sexistes et sexuelles et des violences racistes.

Les féminismes regorgent de force, de détermination, font place à des cheminements individuels et collectifs, amènent à repenser ce que nous voulons pour nous et celles et ceux



qui nous entourent. Les féminismes mènent des révolutions multiples qui ne concernent pas uniquement les femmes mais globalement le monde dans lequel on vit. Les rapports sociaux, environnementaux, économiques, politiques, et la manière dont ils sont traités dans toutes les sphères de la société. À présent, le mouvement même se renouvelle à travers les critiques qui lui

sont faites dans la façon de prendre en considération les voix et les points de vues des groupes dits minoritaires. Une révolution dans la révolution.

Se libérer de l'universalisme est un enjeu féministe du XXI^e siècle. Ecouter, prendre en compte, agir ensemble mais sans prendre la

place des concernées. Sororité avec les femmes sans papiers, les femmes sans domicile, les femmes travailleuses du sexe, les femmes racisées, les femmes voilées, les femmes détenues, les femmes handicapées, les personnes non binaires, les personnes trans, les lesbiennes, les personnes intersexes, les femmes qui ne veulent pas d'enfant... Il reste encore de nombreux sujets qui cristallisent encore les divisions et les impensés au sein du mouvement féministe. Poser des questions, interroger la famille traditionnelle, repenser les rapports au corps et leur monétisation, mettre au travail la question des privilèges, oui, des discussions peuvent avoir lieu, des débats sont nécessaires. Mais ce qui est inenvisageable, c'est de laisser ces personnes sur le côté sous prétexte qu'elles ne conviennent pas à nos modes de pensée, à nos idéologies militantes. Sinon, on reproduit les mécanismes de domination que le patriarcat a instauré, tout comme le capitalisme, le racisme, etc. On peut ne pas être d'accord mais on doit s'unir dans l'adversité malgré les dissensions, sans se juger et se lyncher.

NOUS SOMMES FORTES, NOUS SOMMES FIÈRES...

La révolution féministe a lieu depuis longtemps. Elle est plurielle. Il nous faut reconnecter les histoires du passé aux luttes actuelles. Comprendre l'impact de ces histoires erronées, partielles. Parce qu'elles ont été écrites par les hommes pour les hommes, nous avons besoin de les explorer pour savoir d'où nous venons et d'où viennent les autres. Nous avons besoin d'entendre les voix des groupes opprimés pour pouvoir davantage appréhender leurs vécus et leurs ressentis. Et prendre en compte les besoins. Considérer les personnes sexisées dans toute leur complexité. Parce que les assignations nous divisent, nous opposent et nous blessent. Les féminismes sont des outils individuels et collectifs pour construire un projet de société affranchi des systèmes de domination. Une utopie ? Peut-être ! Pas tant que ça... Quand on voit les avancées sur quelques dizaines d'années, à l'échelle de l'humanité, c'est un tour de force magistral. Ce sont des personnes sexisées et racisées que toutes ces victoires sont survenues. Avec les réseaux so-

ciaux, on assiste à une explosion des initiatives, comptes, chaînes proposant d'autres discours, d'autres façons de penser, d'autres modèles. Les militantes prennent leur place et prennent la parole, à travers les podcasts notamment, outil incontournable de la reconquête de l'espace médiatique et de la déconstruction des codes et des normes.

De plus en plus, elles occupent l'espace public, et elles sont de plus en plus nombreuses. Elles appellent à combattre les féminicides mais aussi les violences policières et les lois rétrogrades. Les mots résonnent dans le mégaphone mais pas seulement. Ils sont aussi pochés sur les trottoirs, tagués sur les ponts, collés sur les murs des villes. Impossible de passer à côté. On peut toujours détourner le regard, tourner la tête, nos yeux ont balayé les mots du regard et ils ne sont pas faciles à effacer. Et tandis que l'on rentre chez nous, à la lumière déclinante du jour, les ombres du patriarcat surgissent sous nos pas nous murmurant de raser les murs et de presser nos foulées. Alors, dans la tête, on entonne une ritournelle qui nous accompagne et nous donne le sourire : « *Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes et radicales et en colère... Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes et radicales et en colère... NOUS SOMMES FORTES, NOUS SOMMES FIÈRES, ET FÉMINISTES ET RADICALES ET EN COLÈRE... Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes et radicales et en colère...* » Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'on fait ce qu'on peut. Ça veut dire qu'on fait ce qu'on veut. Et que allié-e-s à nos adelphe-s d'hier, d'aujourd'hui et de demain, à travers le monde entier, nous allons compter ! Nous comptons déjà !

ELEMENTO RECORDS LABEL FÉMINISTE & LGBT+

Le talent n'a ni sexe ni genre. Et pourtant, les femmes sont moins présentes dans les festivals, moins programmées dans les lieux culturels. Moins visibles, moins médiatisées, sauf quand il s'agit de commenter leur physique, juger leur niveau de vocabulaire, les remettre à leur place lorsqu'elles outrepassent les limites de la condition féminine. Un discours rétro, à faire péter les plombs et surtout à déchaîner les éléments...

Selon le rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes de 2018, à poste égal et à compétences égales, une artiste gagne en moyenne 18% de moins qu'un artiste. Dans les musiques actuelles, l'association HF Bretagne qui défend l'égalité dans les arts et la culture présente les chiffres et ils ne sont pas bons. La part d'artistes programmées dans les salles et festivals ne dépasse pas les 20% et se situe, sur 51 structures étudiées, principalement entre 10 et 20%.

Compter, c'est la première étape. Celle qui mène à la prise de conscience. « *Je suis issue du monde de la fête depuis pas mal de temps maintenant et en teuf, elles ne sont pas nombreuses les femmes. Avec DGTL, j'ai découvert plein d'artistes talentueuses et je me suis alors demandé pourquoi elles n'étaient pas plus reconnues ?! C'est un milieu très masculin, j'en ai parlé avec Emilia Sagués, Léna Morvan et Marie Bergot et c'est là qu'on a eu l'idée d'un collectif réunissant différents savoir-faire. La force du nombre et des compétences !* », explique Charline Patault, co-fondatrice du label de musiques électros et culture rave Elemento Records, lancé officiellement en décembre 2020 à Rennes. « *Les artistes avec qui on travaille sont pointues, elles bossent d'arrache pied. C'est important qu'elles soient valorisées comme elles le méritent.* », poursuit-elle.

VALORISATION GLOBALE DES ARTISTES

Elles font bouger les lignes, bâtissant un projet ambitieux basé sur la musique, le street art, les arts graphiques et le spectacle vivant. Et la déconstruction des préjugés, à travers

l'identité même d'Elemento Records qui prône émancipation et inclusion et promeut la pluralité des artistes femmes, transgenres et non binaires à travers la production musicale (podcast, various artist...), le booking et l'organisation d'événements. L'accompagnement des artistes dans le développement de leurs carrières est également un point central du collectif. L'occasion d'aborder la question de la valorisation : de la présence scénique à la représentation médiatique, en passant par le contrat juridique mais aussi économique. « *Je n'avais pas conscience au départ de ces inégalités, je me suis intégrée assez facilement en tant que DJ. Au fur et à mesure, je me suis interrogée sur le fait d'être DJ et femme. Et le projet m'a parlé direct. On a fait pas mal de recherches et je me suis rendue compte de l'ampleur du mécanisme d'exclusion. Le plafond de verre, il existe. Dans l'asso, on a une spécialiste chargée de la partie législative. C'est important de comprendre, par exemple, le fonctionnement de la Sacem et comment récupérer nos droits. Avec ça, on peut guider nos artistes vers une juste rémunération.* », explique Léna Morvan.

LÉGITIMITÉ & SAFE SPACE

Elles connaissent les freins auxquels sont souvent confrontées les artistes, elles les ont identifiés et proposent des leviers en adéquation avec les difficultés relevées. « *La question de la légitimité est essentielle. Ce n'est pas propre à l'électro. Dans les musiques classiques, on voit que les femmes doivent se battre pour leur légitimité. Il y a plein de filles qui mixent mais qui ne se sentent pas légitimes à monter sur scène. Organiser des ateliers, ça*



© BELIAN RAMIS

peut les aider à casser cette barrière. », analyse Emilia Sagués. Les membres d'Elemento Records affichent leur volonté et leur détermination à pouvoir monter leurs propres événements. Réflexion est faite sur les espaces safe. Des lieux qui favorisent le bien-être et la sécurité de toutes les personnes qui participent à l'événement, qu'il s'agisse des équipes techniques, du public, des organisateurices, des bénévoles ou encore des artistes. « *Grâce à la parole des femmes, sur les violences sexistes et sexuelles en milieu festif, on peut travailler sur des protocoles à mettre en place, qui doivent à chaque fois être pensés et adaptés selon l'événement. En amont, il faut faire des campagnes aussi pour expliquer. Il y a des gars qui n'ont pas conscience de mal se comporter car c'est tellement commun de harceler les meufs en soirée...* », précise Emilia. Endroit cosy pour se poser tranquillement, espace dédié à l'échange, charte des festivalier-e-s et des bénévoles, affiche de prévention, sensibilisation des équipes de sécurité, conférences et tables rondes sur ces sujets, cours de self défense en non-mixité... elles s'inspirent des actions mises en place aux festivals Visions ou Astropolis mais également de tout le travail réalisé par l'association Consentis qui nomme les situations, invite à penser

nos comportements sociaux et accompagne témoins et victimes à réagir en cas d'agressions, sans soumettre le processus à une injonction.

LE CHAMP DES POSSIBLES

La démarche du label, féministe et LGBTIQ+, interroge la place des femmes, personnes trans et personnes non binaires dans le secteur de la culture en questionnant nos représentations et les conditionnements dans lesquels nous évoluons, dans une société encore largement patriarcale. Par dessus tout, Elemento Records valorise des arts, des compétences et des savoir-faire, des manières de penser et d'agir, de s'exprimer à travers différents biais culturels, des parcours et le croisement des disciplines artistiques. Au-delà du sexe et du genre, songent-elles. Qu'il n'y ait plus de disparités entre les genres. Qu'il n'y ait plus d'étiquettes. Mais des intentions, du partage d'émotions, des espaces d'expression visuels ou sonores. Ou même les deux. Elemento Records, c'est avant tout de la découverte de talents bruts et l'ouverture du champ des possibles.

SUR LES PLANCHES

Créer, produire, cultiver. Pour nourrir le corps et l'esprit ! Ici, il s'agit de rencontres, de partage des savoirs, de légèreté et de valeurs écologiques. Cultiver son jardin, c'est philosophique mais aussi très terre à terre. C'est que relate la BD *Le potager Rocambole – la vie d'un jardin biologique*, de Laurent Housin et Luc Bienvenu, ce dernier étant le créateur des jardins de Rocambole, près de Rennes. Les planches issues de la BD sont exposées jusqu'au 29 mai sur les planches du Potager des cultures, micro ferme urbaine implantée au Blosne, qui produit, sensibilise et travaille autour de l'accessibilité alimentaire.

EN CHIFFRE

- **3** générations de femmes sont au cœur du roman *Nos elles déployées*, écrit par Jessie Magana, autrice jeune rennaise engagée, qui signe également l'ouvrage *Tous différents mais tous égaux ?*.

Début 2021 a eu lieu le lancement de Société Mouvante. Qu'est-ce que c'est ? C'est une envie commune de réfléchir autour des questions d'égalité femmes – hommes. On doit cette initiative au FRAC Bretagne qui a choisi de s'allier à HF Bretagne et de proposer une dimension participative à tou-te-s ceux qui souhaiteraient s'investir concrètement dans un laboratoire de réflexions autour des collections du FRAC mais aussi de penser l'égalité et le genre au sein même de l'institution.

EN CHIFFRE

- Les **10** épisodes de *L'île aux femmes*, podcast dédié au matrimoine breton sont en ligne (sur le site du même nom). Bientôt une diffusion sur Spotify et Deezer.
- Les **3 – 10** ans ont elleux aussi leur podcast féministe et écolo : *Envolées Contées*.

MOUVANTE



FIER-E-S ET FEMINISTES

On y croise des combattantes d'hier, des militantes d'aujourd'hui, des thématiques qui transcendent la société. C'est une série de rencontres et de découvertes que nous propose une partie de l'équipe de L'Imprimerie Nocturne dans son ouvrage *F comme Fièr-e-s*.

NOUS SOMMES
FORT-E-S, FIÈR-E-S,
FÉMINISTES ET RADICALES
ET EN COLÈRE !

Sojourner truth, Djamilia Ribeiro, Monique Wittig, Françoise Vergès, Gisèle Halimi, Marie Curie, Jane Goodall, les Guérilla girls, Sampat Pal Devî, Lou Andreas-Salomé, Alice Milliat, Farah Barqawi, Huda Sharawi, Barin Kobanê, Judy Chicago, Pumkin, Nina Simone... Elles se sont battues pour le droit à la dignité, à la justice, pour la préservation de l'environnement et des espèces, pour les droits des personnes racisées, pour une société plus égalitaire, elles ont marqué les féminismes de par leurs écrits, réflexions, actions sur la binarité du genre, contre les violences sexistes et sexuelles, etc., elles ont fait des découvertes qui ont révolutionné les sciences, elles étaient ou sont actives et/ou activistes, elles nous enchantent de par l'inspiration qu'elles provoquent en nous. On en connaissait certaines. On est ravi-e-s de les retrouver. On en découvre d'autres et c'est très réjouissant de constater, encore une fois, que les femmes sont partout. Qu'elles viennent d'horizons et de pays différents, qu'elles sont investies dans des domaines divers, qu'elles n'ont pas toutes la

même façon de penser, d'être et d'agir. À l'instar de Marie Karedwen, fondatrice de L'Imprimerie Nocturne - association rennaise traitant l'actualité sous le prisme culturel - et des membres de l'équipe comme Karine Baudot, Alice Bertrand et Isabelle Giboni. « *On donne des clés, on entrouve des portes autour du sujet et chacun-e est libre de prendre ce qui l'intéresse.* », souligne Marie, qui poursuit : « *On n'est pas des spécialistes, ni journalistes, ni sociologues, mais nous avons toutes des compétences dans les domaines artistiques et créatifs. On a aussi des aspects militants différents et nos propres bagages. Rester curieuses et partir en exploration, c'est dans l'ADN de L'Imprimerie. On s'informe, on découvre, on partage. On aime travailler aussi bien le fond que la forme.* » A travers des portraits, des illustrations, des photographies, une super sélection de slogans féministes, de films, de documentaires, de livres, de revues, de BD... l'ouvrage tout en noir et blanc est une œuvre artistique et sociale qui nous enrichit l'esprit.

BACCHANTES : LYRISME ROCK



Elles sont quatre. Musiciennes et chanteuses. Elles mêlent lyrisme, rock et poésie antique. Fin février, Les Bacchantes étaient en résidence à l'Antipode, après la sortie de leur premier album. Rencontre.

La claque dans la gueule ! La puissance ! On ne s'y attendait pas à ce point-là. L'écoute de l'album nous avait percuté. Le live nous a bouleversé. Le temps de quelques chansons, c'est un changement de dimension qui s'opère dans notre imagination, direction l'univers Bacchantes. Les premiers souffles, les premières notes, les premiers frissons. Autour du quatuor, pousse la végétation et grimpe le lierre, transformant le plateau de l'Antipode en scène florale et organique. Alliant leurs voix et leurs instruments dans des expressions

singulières et des rythmiques vibrant à l'intérieur de nos entrailles, Amélie Grosselin, à la guitare électrique, Astrid Radigue à la batterie, Claire Grupallo et Faustine Seilman aux claviers et harmoniums indiens, invoquent les éléments et convoquent l'intime et le profond qu'elles déchainent intensément et en pleine maîtrise. Nous, en revanche, on ne maîtrise plus rien, on se laisse porter par leurs propositions qui nous transpercent le corps et l'esprit, ne répondant alors plus de rien, si ce n'est de tous ces mouvements mélodieux et émotionnels qui s'entre-

croisent et nous guident dans une forme de lâcher prise transcendante.

PLANTER LE DECOR

La nature et l'ivresse, ça leur va bien à ces quatre artistes réunies par ce projet il y a maintenant 5 ans. Elles viennent d'horizons musicaux différents : l'une noise, l'autre plutôt pop et puis les deux autres qui naviguent entre la folk et les musiques classiques. Rassemblées sous la bannière des musiques indés, elles fréquentent les mêmes salles du vaste réseau des musiques alternatives et pourtant, elles ne se connaissent pas toutes. Elles se rencontrent grâce à Faustine Seilman qui lance l'idée de fonder un groupe ensemble.

« *Un groupe de drone ! C'est comme ça que je leur ai présenté !* », rigolote-elle. Ce ne sera pas aussi minimaliste finalement mais le côté expérimental sera bel et bien présent. « *En fait, on a commencé par tester des choses qu'on n'avait jamais testées et on a monté un instrumentarium.* », poursuit Faustine. Ê t r e entre musi-

ciennes, elle le dit, lui permet davantage d'oser essayer, de se tromper et d'avouer certaines déficiences techniques. Pareil pour Amélie Grosselin, qui parle aussi d'un gain de confiance en elle, et pour Astrid Radigue, qui constate une écoute différente, où l'égo prend moins le pas sur la création et le temps accordé à se comprendre et évoluer ensemble. Claire Grupallo ne partage pas ces ressentis. Elles sont quatre artistes, « *sans rapport hiérarchique ou de séduction* », conclut Astrid sur ce point. Et Claire d'ajouter : « *On ne s'est pas niées dans nos différences. On les a mises ensemble.* »

DES SINGULARITES FLEURISSENT LES HARMONIES

Dans Bacchantes, elles partagent leur amour de la mélodie et de l'harmonie et ici, elles expérimentent librement un instrument majeur dans cette formation : la voix. Ce qui capte l'attention dans les chansons de leur premier album éponyme, sorti le 5 février dernier, c'est cette alliance dont la force s'exprime dans le fait de les sentir si connectées tout en conservant leur singularité et leur liberté d'être autonomes. « *On y met chacune quelque chose de personnel. On communique dans la musique. Les textes que l'on chante sont encore très actuels et on y met peut-être encore plus aujourd'hui, après les confinements.* », souligne Faustine Seilman. Les textes sont issus de lectures, de poésies antiques et baroques notamment,



© CÉLIAN RAMIS

et ont été sélectionnés selon leur musicalité, leurs rythmiques et leurs thématiques. De cette ambiance solennelle et viscérale, elles chantent l'amour, la liberté et le rapport à l'environnement. Rien n'est immuable chez les prêtresses Bacchantes. Les synergies qui se dégagent de leurs postures scéniques et des regards complices et profonds qu'elles s'échangent virevoltent dans une danse frénétique s'alliant aux énergies de leurs chants lyriques et harmonieux accompagnés de sonorités percutantes et rugueuses d'un rock qui étirent la noirceur du répertoire romantique.

LA CULTURE DU TEMPS

De leurs expérimentations sont nées des chansons brutes et sensibles. De l'insurrection aux invocations, il n'y a pas de place pour les concessions. Elles portent là, sur une scène conventionnée comme dans

une abbaye ou une forêt, ce qu'elles sont, mettant au service du collectif leurs individualités. Un vent de liberté tourbillonne à leurs côtés, elles s'emparent des mots et interprètent avec authenticité le sens qu'elles veulent leur donner, laissant la possibilité à chacun-e de se les approprier. « *C'est la beauté de la poésie !* », s'enthousiasme Amélie Grosselin, indiquant que chaque morceau a évolué au fil des concerts.

« *On voulait que les morceaux aient vécu en live, devant le public, avant de les enregistrer. Ça a mis du temps mais ça nous va.* », précise Astrid Radigue, rejointe par Claire Grupallo : « *On a commencé puis on a été deux à faire une pause maternité, et puis on habite hyper loin, donc tout ça explique qu'on se réunit en gros une semaine tous les deux mois. Dans la lenteur, on a le temps de se nourrir*

de choses diverses. Ça alimente notre musique. » Elles affirment leur envie et besoin de prendre le temps, comme le signale Faustine Seilman : « *C'est notre rythme et ça nous convient. La musique prend de la place et c'est bien aussi dans ce monde de prendre le temps. On vit toutes à la campagne, on apprécie et on partage ce rythme plus lent.* »

Bacchantes, ce n'est pas une promesse, c'est une découverte libératrice, un souffle de fraîcheur qui envahit nos entrailles et nous sommes de nous laisser happer. Et on le fait. Parce qu'on y trouve là un espace pour exprimer colère, rage, désespoir mais aussi joie, apaisement et engagement. On communique avec elles et c'est d'une beauté inouïe.

NEUF MEUFS EMMA DE CAUNES FÉVRIER 2021



comme une autre, à vivre avec l'intensité des bons ou des mauvais jours. Une fable à neuf femmes qui joue avec l'amour et la vie en démontrant que le quotidien est un métronome à 1000 temps. Cette première série, à l'esprit très parisien, d'Emma De Caunes, est une réussite. L'autrice filme avec passion et assurément du panache les liens entre les individualités humaines. Le rapport à l'autre est finement observé et se porte garant de douces saveurs de combats, de doutes, de circonstances, d'évènements ou de chocs. *Neuf Meufs* pour une oscillographie impalpable et sacrée. On Adore, avec un grand A!! | **C. R.**

SÉRIE



SÉRIE



TWO WEEKS TO LIVE GABY HULL OCTOBRE 2020

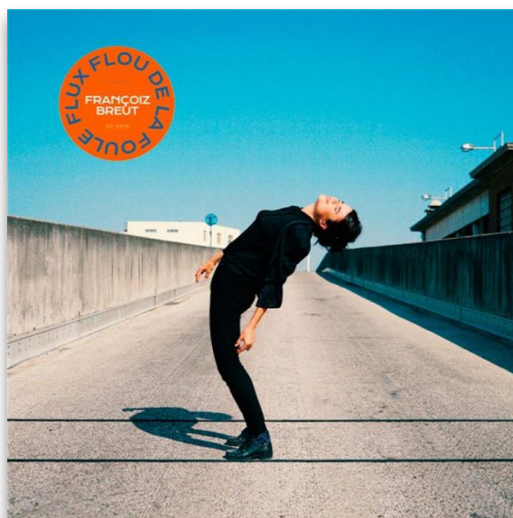


Kim est une jeune femme, tout juste sortie de l'enfance, qui vit recluse avec sa mère dans un chalet au fin fond des bois. N'écoulant que son courage et son devoir de fille meurtrie, elle quitte son bunker social et se met en chasse de l'assassin de son père. Kim ne connaît rien du monde. Elle n'a aucun référent culturel ni conscience de la valeur monétaire. Elevée par une mère survivaliste, elle est en revanche une pisteuse hors pair. Kim est une véritable extraterrestre pour ses compatriotes et les rencontres sont toutes logiquement des minis séismes pour la jeune femme qui sait s'adapter mais qui souvent use de violence pour se faire entendre. La rencontre hasardeuse avec un jeune homme intelligent, sensible et délicat désépaisira quelque peu la peau robuste de l'héroïne. Dès lors, elle l'emportera lui et son frère dans des situations compliquées et si trouver le meurtrier est une chose, l'éliminer et en assumer les conséquences en est une autre. La série, en court format, propose une écriture inventive et bardée de quiproquos. Un terrain scénaristique grand ouvert à toutes sortes de cocasseries. La mise en scène légèrement Tarantinesque à la sauce British soulève le questionnement des très tendances modes de vie post apocalyptique vécus par de nombreuses familles à l'heure actuelle. Le regard n'est pas moqueur et il dépeint avec intensité la justesse et la profondeur d'esprit d'une jeune femme en antiphrase avec la société qui l'entoure. Sa route est le reflet d'un périple initiatique sans filet et saisi minutes par minutes. L'auteur, très avisé sur le sujet, nous laisse entrevoir quelle force humaine, toute conditionnée par la naïveté du personnage, cette jeune femme renvoie à ses semblables. L'aventure est traitée sur un ton décalé et rocambolesque. À noter la très belle interprétation de Maisie Williams qui confirme son grand talent dans la peau d'une fauteuse de trouble. Originale et atypique, la série est aussi drôle que sarcastique, à déguster sans retenue.

| **CÉLIAN RAMIS**

FLUX FLOU DE LA FOULE FRANÇOIZ BREUT AVRIL 2021

« *Nous sommes juste de passage* », chante François Breut dès la première chanson de son nouvel album. Alors, autant en profiter pour se laisser envahir pleinement par les propositions de la chanteuse qui nous invite à nous décaler, à faire un pas de côté, pour observer le *Flux flou de la foule*. Comme à son habitude, elle joue avec les mots, les émotions et les sensations, et plus que jamais elle nous emmène dans une promenade en arts plastiques. A chaque chanson, un changement de décor. Ainsi, on passe d'une balade aérienne, à une course sautillante dans des rues bétonnées et vivantes, en passant par une danse insouciant sur un dancefloor exaltant en bordure de plage, ou encore une marche sans but dans un monde crayonné et animé. Sans que jamais nous ne soyons désorientés. Un équilibre subtil entre le terre à terre et l'imaginaire. On se laisse guider, on prend le temps d'écouter, d'observer, de savourer les sonorités qui se mêlent dans les mélodies et la musicalité de son phrasé. C'est doux et poétique. Léger et enjoué. Et ce qui est certainement le plus marquant et inspirant, c'est la liberté qui émane de chacun de ses mots et de sa manière de se les approprier et de les restituer. Un souffle nouveau. Apaisant et virevoltant !

| **MARINE COMBE**

LIVRE



TOUTES LES FOIS OÙ JE ME SUIS DIT JE SUIS GAY ! ELEANOR CREWES MARS 2021



« *Ce livre n'est pas un manuel qui vous apprendrait comment faire son coming out ou comment être gay. Mais j'aime à penser que, si j'étais tombée sur ce livre lorsque j'étais enfant ou adolescente, ou même jeune adulte, je me serais peut-être connue un peu mieux, un peu plus tôt.* », écrit l'autrice et illustratrice anglaise Eleanor Crewes dans l'avant propos de sa bande dessinée *Toutes les fois où je me suis dit... Je suis gay !*. Enfant, Ellie sent qu'elle est différente. Elle ne se conforme pas. Elle aime les histoires qui fichent la frousse, le rock et par dessus tout, Willow Rosenberg de la série *Buffy contre les vampires*. En grandissant, la peur d'être rejetée lui fait endosser le rôle de quelqu'un qu'elle n'est pas. Jusqu'à la fac, l'obsession majeure est d'avoir un copain et de faire l'amour avec lui. Mais voilà, Ellie ne ressent aucune attirance pour les garçons, sans concevoir qu'elle peut être lesbienne. Ça, elle l'occulte. Et puis un soir, elle fait son coming out. Son premier mais pas son dernier. Au total, elle va en faire 5. Avant de réaliser pleinement qu'elle est homosexuelle. Commence alors pour Ellie une vie exaltante dans laquelle elle peut être elle. Une libération ! Eleanor Crewes explore la thématique de la recherche d'identité et de la sexualité à travers un autoportrait empreint d'humour et surtout d'empathie. La bédéciste dédramatise l'adolescence et le coming out, sans en purger les difficultés et les peines. Elle livre ici sa vérité personnelle et on se laisse aisément porter par l'exploration d'Ellie à l'intérieur d'elle-même.

| **MARINE COMBE**



YEGG & THE CITY

Épisode 73 : Quand j'ai appris à respirer

Une respiration en pleine conscience. Je ne pense quasiment jamais à respirer. Je le fais, c'est tout. Sinon je meurs. Parfois, mon corps m'impose de prendre une grande inspiration, me rappelant ainsi que souvent, je ne vais pas au bout de mes respirations. Comme si inconsciemment je trouvais que respirer était une perte de temps. Je panique quand Christine Hesbert-Bonnier, sophrologue, me demande comment j'inspire et j'expire. Par la bouche, par le nez, en gonflant le ventre, en soulevant les épaules... Alerte ! Alerte ! Je ne sais pas vraiment répondre et j'ai peur de mal répondre. Qu'on me dise que je respire mal. La base : la sophrologie n'a pas pour but de me juger ou de me culpabiliser. Elle est vouée à mettre de la conscience dans le corps. À (re)connecter le mental et le physique. Par la respiration, par des exercices en mouvements adaptés au rythme de chacun-e, par la relaxation, la sophrologie nous accompagne et nous outille pour libérer les tensions, mettre de l'énergie dans les différents systèmes cor-

porés, écouter nos ressentis, nos besoins, nos envies et renforcer nos capacités et nos ressources. Ça a l'air simple. Autant que respirer. Mais on n'y pense pas forcément, encore moins en période de stress. On se regarde dans le miroir et on pense connaître notre corps. Et pourtant, notre regard peut être tout aussi déformant que celui que l'on craint de la part d'autrui. Le toucher, le palper, très simplement, pour le délimiter, le considérer, le rencontrer, nous fait voir les choses différemment. Nous amène à l'explorer tel qu'il est. C'est un énorme bol d'air. Puissant, libérateur, intime. Il faut pratiquer, pas seulement lors des séances, pour que l'effet soit bénéfique et procure confort et bien-être. Et ça j'avoue que je l'ai perçu comme une contrainte au départ. Maintenant, j'ai compris, c'est pour moi que je le fais. Pour prendre soin de moi. Lâcher prise, aller voir à l'intérieur de soi aussi bien qu'à l'extérieur. Avoir confiance en mon corps tout autant qu'en mon esprit. Une respiration en pleine conscience.

! MARINE COMBE

A LIRE SUR YEGGMAG.FR



#91



#90



#89



#88



#87



#86



#85



#84



#83



REVUE FÉMINISTE
EN RÉVOLUTION



YEGGMAG.FR